

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
29 avril au 5 mai 1999



En Serbie et au Kosovo comme ailleurs Le nationalisme, c'est l'horreur !

LA SAUVAGERIE QUI LAMINE LES populations du Kosovo provoque, à juste titre, colère et révolte. Aux origines de cette nouvelle « catastrophe humaine », on retrouve bien entendu le nationalisme.

Autant dans les rangs des partisans d'une Grande Serbie que dans ceux de l'UCK, « combattants d'une grande Albanie », l'objectif est de créer une entité nationale ethniquement pure. Si aujourd'hui, se sont majoritairement les Kosovars qui en sont les victimes, gageons que dans un autre rapport de force ce seront les minorités serbes de la nouvelle entité kosovar qui en feront les frais. Pourtant, nous savons que la pureté ethnique n'a aucun sens tant l'humanité a été brassée et enrichie de mélanges depuis des millénaires. Nous le savons d'autant mieux depuis la démonstration scientifique de la non-existence des « races ». Mais du Front National français au Vlaams Blok flamand, en passant par tous les nostalgiques d'un « ordre nouveau », le nationalisme est d'abord une crispation identitaire, doublée d'une peur panique de l'autre qui conduisent, tout naturellement, au repli sur soi et à l'exigence conservatrice d'une homogénéité culturelle. À l'inverse, la société multiculturelle se nourrit des rencontres et des échanges entre les différentes histoires qui font le patrimoine de l'humanité. Enrichissement de la culture de l'autre (au sens large : musique, langue, cuisine...) contre repli sur les valeurs du passé, de la tribu, l'avenir a choisi son camp.

Combien de frontières, pour combien de crimes ?

Les Balkans accumulent les lignes de fractures. Ancienne frontière entre l'Occident et l'Orient, entre l'Empire autrichien et l'Empire ottoman, c'est aussi la ligne de séparation entre les civilisations chrétienne et musulmane. Dogmatique, la logique d'une vérité

ISSN 0026-9433 - N° 1162

M 2137 - 1162 - 10,00 F



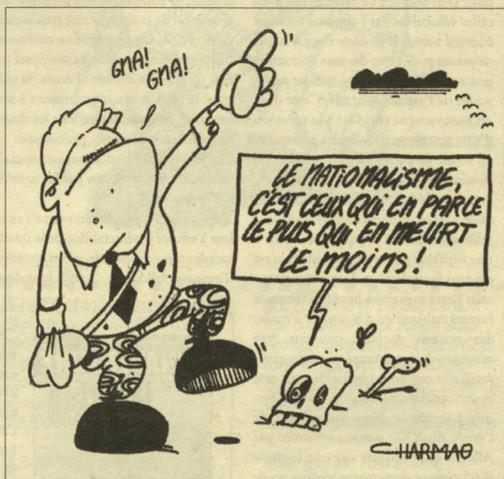
FOP&S&S

révélée tend, par définition, à l'hégémonie religieuse. Des croisades aux fous de Dieu, combien de massacres au nom de la seule vraie foi ? Et puis, après la croyance en Dieu, il y a celle dans l'État-Nation. Engels définissait l'État comme « une bande d'hommes armés ». Le capitalisme s'est construit (aux dépens des entités régionales) sur l'unification territoriale du marché, par l'État-nation. Un double intérêt présidait à cette construction : gommer la réalité de la lutte entre classes sociales au profit de l'exaltation d'une communauté de destin, et créer un instrument capable de lutter, au niveau international, pour

construits sur des discours ultra-nationalistes. Mais attention, ne confondons jamais les régimes politiques et les populations. À l'inverse de ce qui se passe en France ou en Flandre (où l'extrême droite est minorisée), ce sont les mêmes 20 % de la population les plus réactionnaires qui possèdent (en Serbie mais aussi en Croatie) la réalité du pouvoir.

La terreur mondialisée

Dans les faits, le principal patrimoine qui sera légué aux générations futures qui vivront dans ces contrées, sera celui



l'hégémonie économique (colonialisme, impérialisme).

Des logiques cannibales

Les libertaires savent que, par définition, l'État induit le passage à la moutonnerie de la « normalité » de la volonté particulière des individus qui lui sont soumis, et la guerre (commerciale, diplomatique ou militaire...) avec les États voisins pour le contrôle de marchés toujours plus étendus. Les populations des Balkans subissent l'addition de ces logiques cannibales dont seuls profitent des régimes autoritaires militarisés

de la terreur, de la violence, des viols, des tueries, et pour finir de l'exode forcé des populations « minoritaires ». Patrimoine commun aux agresseurs et aux victimes (les uns pouvant devenir les autres en fonction d'un rapport de force particulier).

Mais ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans n'est pas un fait unique ou isolé, il est le fruit d'un délire nationaliste qui partout dans le monde produit les mêmes effets. Rappelons le génocide des Arméniens par la Turquie à l'aube de ce siècle. Et plus près de nous, le génocide des Tutsis au Rwanda, les massacres de Kurdes par les États ●●● page 8

Contre le militarisme
et la guerre,
pages 4, 5 et 8.

EDITORIAL

Durant plus de dix jours, à Paris, les galeries Lafayette ont mis en place une animation promotionnelle bien particulière. Afin de vanter les mérites d'une collection de sous-vêtements féminins, un décor de chambre, salle de bain-boudoir avait été reconstitué derrière six vitrines donnant sur un grand boulevard. Dans ce décor, plusieurs femmes, répondant aux critères du « mannequin », évoluaient, en chair et en os, en simples sous-vêtements tout en vacant à des occupations « féminines » tournées autour des soins du corps ou se prélassant sur des divans.

Si l'utilisation marchande de l'image du corps des femmes, mais aussi de plus en plus des hommes, n'est pas une nouveauté dans la publicité afin de faire vendre tel ou tel produit, une étape supérieure est franchie par la mise en scène de personnes vivantes, exposées comme des marchandises. Cette pratique de marchandisation du corps est inacceptable. Elle porte atteinte à la dignité humaine et est aussi dégradante pour les femmes exposées que pour les passant(e)s. Malheureusement, cette méthode n'est pas une réelle nouveauté. Il y a déjà quelque temps, France Télécom avait exposé deux femmes dans la vitrine d'une agence, vêtues d'une simple culotte et l'une peinte en or, l'autre en argent, afin de lancer une nouvelle gamme de téléphones portables. Dans ces deux cas l'utilisation de femmes, réduites à la plus simple expression de femme-objet, est de motiver la consommation en provoquant dans l'imaginaire des clients une certaine confusion dans « l'objet à consommer ». Ces deux tristes expériences ont pu être stoppées par la vigilance et les protestations d'organisations féministes et syndicales.

À un autre niveau, dans la plupart des grands ports d'Europe du nord comme Anvers, Hambourg ou Amsterdam, près de 500 000 femmes, venues des pays d'Europe centrale, sont prostituées sur les trottoirs de ces villes... derrière des vitrines. En Asie du Sud-Est, particulièrement en Thaïlande, le commerce du sexe, y compris celui des enfants, bat son plein. Au Kosovo, où la loi du marché a cédé le pas à la loi de la guerre, jeunes filles et femmes subissent les viols et violences de tous les militarismes et leur logique de domination. Un logique basée sur l'extermination militaire de l'adversaire puis le viol de sa femme ou sa fille comme une punition pour lui et une récompense pour le soldat vainqueur. Des actes de barbaries qui s'inscrivent aussi, comme en Bosnie, dans le cadre de la purification ethnique. Rappelons d'ailleurs l'attitude pleine de fierté et de grandeur morale de l'église catholique qui à une nouvelle fois réaffirmé son opposition, dans le cadre des viols au Kosovo, à l'utilisation de la pilule abortive.

Et bien, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir afin de se débarrasser, à tous les niveaux, d'un ordre moral et social qui pue le sexisme et la phallocratie.

Du contrôle social au partenariat éducatif

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX, LES militants associatifs ou syndicalistes se retrouvent démunis face à une ghettoïsation de la violence urbaine ou sociale. Elle atteint même les établissements scolaires ou l'ensemble de l'appareillage socio-éducatif. Les populations précaires ou marginalisées la subissent de plein fouet. Elle est le plus souvent le fait d'une jeunesse née d'une déculturation générale qui les conduit à une représentation collective de l'enfermement: phénomène massif aux États-Unis où la culture des prisons envahit les quartiers (exemple de la musique rap). La problématique « prévention et/ou répression » d'où découle le concept de « nation républicaine » ne touche en rien les fondements économiques de cette violence. Une fois que les pauvres auront volé ou terrorisé les autres, que restera-t-il de cette répression sociale sporadiquement secouée par des jacqueries juvéniles ou du quart-monde occidental?

Le pacte républicain avancé cet hiver par le gouvernement Jospin n'apparaît plus aujourd'hui qu'en terme de position moraliste ou répressive et non en terme de socialisation et de citoyenneté active. Elle n'est liée à aucun processus de modification profonde des rapports sociaux. Parler de sécurité des biens des pauvres (en ne touchant surtout pas aux profits pour l'assurer) peut être sur un plan électoral profitable mais ne fonde pas une république d'équité sociale et

maintient un statut quo économique. Seule une « sécurité sociale pour tous » par l'accès à une rémunération sociale suffisante, à des logements décentes, à la santé montrerait une réelle volonté de probité sociale et financière. Cette sécurité sociale pour tous liée à une politique culturelle cassant avec ce processus de plus en plus massif de déculturation paraît la seule voie sociale et économique viable à long terme.

La plupart des actions gouvernementales menées actuellement (démantèlement des services publics, remise en cause à travers les 35 heures du statut de salariés) répondent plus au maintien de l'ordre établi qu'à une amélioration certaine des conditions de vie des personnes.

De la marginalisation économique à l'apartheid culturel

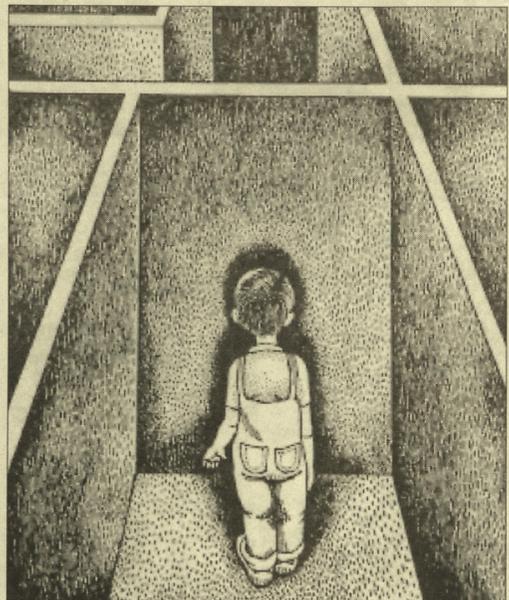
Le miroitement d'une intégration sociale de plus en plus improbable au regard de l'ensemble des précaires ne participe plus au consensus social nécessaire au libéralisme. La soumission, la limitation des libertés individuelles, la culpabilisation ou pénalisation parentale accompagnent l'aide sociale. La sauvegarde des institutions déconnectées du vécu des personnes (mineures ou majeures) auxquelles elles s'adressent si elle n'est pas liée à leur profonde transformation visant à créer de véritables

structures démocratiques partageant pouvoirs, connaissances, savoir-faire et cultures populaires conduit à gérer de fait les différences sociales et donc à les maintenir, à reproduire la hiérarchie des cultures et non à valoriser ou émanciper.

Dans les services publics cette politique de passage découlant d'un libéralisme violent a montré un autre côté de sa facette. L'économie mondiale n'a plus besoin des pauvres pour créer du profit (même en terme de consommation) et va donc rayer de la carte les dernières images d'une république à but égalitaire en s'attaquant frontalement au monopole des services publics. C'est pourquoi l'éducation nationale fut secouée par des refus au plan de rénovation présenté par Allègre: ce dernier masquant mal les désirs des technocrates européens de transformer le secteur culturel et éducatif en secteur économique rentable (les classes moyennes étant les consommateurs visés notamment par les grands éditeurs scolaires, les fabricants de logiciels éducatifs ou les grandes entreprises à travers un assujettissement de la culture aux besoins marchands).

L'égalité est un objectif et non un préalable moral

C'est pourquoi nous voulons prendre le contre-pied de cette logique économique en partant des préoccupations des acteurs sociaux dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et d'échapper ainsi à l'inductibilité de la désespérance sociale. Ce qui donne un sens profond aux actions collectives, sociales ou éducatives ce n'est pas tant un « projet techniciste » de gestion de la misère mais bien les mouvements d'unicité qu'elles créent en terme de réappropriation de vie, de valorisation des cultures et des personnes. En s'appuyant sur ce postulat social les fonctions d'une éducation pour tous sont en contradiction avec celles véhiculées par l'appareil social et éducatif actuel. Il va donc s'agir à la fois de penser et de créer des axes de convergences ou d'intérêts entre tous les partenaires de l'espace éducatif. Cette mise en mouvement conduit à la création d'une autonomie réelle des personnes en terme de partage de pouvoirs et de savoirs, de confrontation culturelle, de créations éducatives (chacun étant maître de ses propres recherches culturelles et scolaires). Ce qui donne sens à une véritable éducation populaire n'est pas tant la perfection d'un programme mais notre capacité à lier les différents formes culturelles. Un projet d'école, des actions sociales peuvent être moteurs de cette recréation du tissu social s'ils ont pour objectif la personne et ses capacités inaliénables à s'auto-former, à se cultiver. Nous sommes loin de l'école du XXIe siècle présentée par Allègre qui s'appuie sur une logique d'éclatement du système scolaire ou de la batterie sociale ou répressive qui ne voit pas dans les actes de délinquance des réponses inappropriées à des situations pénibles: la plupart des révoltes



juvéniles répondaient à une injustice flagrante de l'appareil policier. Ce ne sont pas les institutions qui donnent sens à cette transversalité culturelle tout simplement parce que ce n'est pas leur objectif mais bien les acteurs directs. Ce qui fait toute la différence.

Avoir le courage de redéfinir les contenus et les objectifs socioculturels

Actuellement nous sommes loin de ces larges mouvements sociaux ou culturels qui ont amélioré nos conditions de vie dans le monde entier. Néanmoins se taire, se contenter de reproduire des savoirs ou de maintenir une paix sociale au prix de la marginalisation croissante des populations revient à cautionner cet état d'injustice sociale: l'école, la culture, le bien-être appartiennent à une minorité. Aujourd'hui ce sont les classes moyennes qui sont précarisées et s'inquiètent d'une situation sociale subie depuis longtemps par la majorité des personnes.

Ici ou là des groupes humains s'attellent à refuser l'inductibilité de la misère sociale: mouvements de grèves, création d'espaces solidaires. Ce qui leur don-

nera sens, ce n'est ni l'agir corporatiste, ni le bien-fondé d'une revendication spécifique mais bien leur coordination. Ces recherches collectives ou individuelles autour d'une éducation populaire s'ancrent dans les pratiques et les axes vers la construction d'une société plus juste.

Des rencontres, des échanges, des propositions de transformation profonde de ce système socioculturel entre tous les partenaires (professionnels, usagers) permettraient de recentrer les revendications et les pratiques sociales ou éducatives. Tous les acteurs: salariés/élèves/familles participent de fait, à travers des stratégies de fuite, d'utilisation du système, à la reproduction et donc au maintien des inégalités culturelles et donc économiques. Il leur revient donc de ne pas laisser aux gouvernements, aux dirigeants le champ propositionnel libre mais bien de construire une alternative à ce passage massif de l'enfance et de la jeunesse: n'est-ce pas un enjeu du XXIe siècle?

Thyde Rosell

(1) Terme employé par David Martin-Castelnau (président de la Fondation Marc-Bloch) dans son article « De la gauche caviar à la gauche mitard? » publié par *Le Monde*.

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
---------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)
 NOM Prénom
 N° Rue
 Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

.....
 NOM Prénom
 N° Rue
 Code postal Localité

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
 Etabli. Codes Guichet N° de compte

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

le monde **libertaire** Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

Bilan d'une république éducative libertaire

BONAVENTURE

la farine et le son

Cinq ans et demi déjà que Bonaventure a sorti les fourches contre l'école capitaliste (étatique, patronale, confessionnelle, privée), son caractère de classe à nul autre pareil, sa propension ontologique à conjuguer l'inégalité des chances au temps moyenâgeux de l'origine sociale, sa fonction centrale dans la reproduction de la division sociale et son aptitude quasi névrotique à massacrer l'enfance à petits coups d'épingle ou à grands coups de masse.

Cinq ans et demi déjà que cette république éducative s'est lancée dans l'aventure d'une éducation à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté en brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des revenus, de la propriété collective... et de la révolution sociale.

La farine et le son. Bilan éducatif, pédagogique, institutionnel, sociologique, politique... d'une petite république éducative libertaire. 30 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (+ frais de port = 33 F).

Vous reprendrez bien un petit sondage ?

ALORS, COMBIEN SOMMES-NOUS à approuver la guerre du Kosovo? 46%? 58%? 73%? 29%? A chaque jour son sondage, à chaque sondage son commentaire éclairant: l'important est de pouvoir pérorer en s'appuyant sur l'autorité magique d'un chiffre sans se préoccuper davantage de sa validité, ni des conditions dans lesquelles il a été obtenu. Quitte, par exemple à énoncer des stupidités telles que « 71 % des français avaient soutenu la guerre du Golfe »: admirez la précision du chiffre, qui n'a d'égale que le flou de l'information; quelle était, exactement, la question posée? à quelle date? dans quel contexte médiatique? Toutes choses qu'on ne nous précisera évidemment pas. Toujours est-il qu'en dépit de ses ratés spectaculaires (Balladur président, la dissolution réussie...), l'industrie des sondages reste, en période de crise, un allié indispensable de la propagande d'État, tant comme outil de manipulation de l'opinion que comme instrument de mesure de l'efficacité de cette manipulation.

Fabriquer l'opinion

L'argument classique des politologues selon lequel un sondage est une photographie fidèle de l'opinion à un moment donné est évidemment fallacieux. Rien n'est neutre, rien n'est innocent en la matière: en voici quelques exemples:

1. Choix de la question. Il est essentiel! S'agissant de l'opinion publique sur la guerre du Kosovo, des écarts considérables apparaissent selon le choix des mots utilisés dans la question: selon que l'on parle d'« intervention », de « frappes » ou de « bombardements », les réponses peuvent aller de l'approbation plus ou moins résolue (« il faut intervenir ») à de fortes réticences (faut-il bombarder?). Idem selon qu'on citera ou non l'OTAN dans l'énoncé de la question (on suit plus facilement son gouvernement qu'un commandement militaire à la botte des américains).

2. Choix de l'ordre des questions. Tous les flics vous le confirmeront: pour obtenir les aveux, il faut savoir

mener l'interrogatoire. C'est pareil en matière de sondages. Même si les médias n'en retirent qu'un ou deux chiffres, un sondage est toujours constitué d'un assez grand nombre de questions auxquelles le sondé est supposé répondre dans l'ordre. Évidemment, s'il a annoncé dans les questions précédentes « oui, je pense que Milosevic est un infâme tyran, oui, il faut faire quelque chose pour faire cesser l'exode des réfugiés », il sera plus facilement amené à conclure que « oui, l'intervention est nécessaire » que si on lui demande d'emblée ce qu'il pense des bombardements.

3. Utilisation du contexte. Encore une banalité: les résultats des sondages, avant de justifier la politique guerrière de l'État, dépendent de la qualité de sa propagande: insister sur les trois GI's prisonniers des serbes offrira de « bons » sondages aux États-Unis, (leur capture a éclipsé pendant plusieurs jours le drame des Kosovars Albanais et

considérablement aidé à rendre l'opinion américaine favorable à l'intervention). Pour la France, il vaut mieux parler de catastrophe humanitaire. Les sondages permettent au passage de vérifier a posteriori l'efficacité de ce type de propagande, et d'en rectifier le discours si besoin est.

Noyer les poissons

Ce qui précède est évidemment le b-a-ba de la manipulation par les sondages. Mais on nous piège aussi par un biais plus subtil: en faisant croire aux sondés qu'ils donnent une opinion, et à la population qu'elle a donné son opinion par l'intermédiaire des sondés.

Tout d'abord, comment se passe un sondage? Il s'agit le plus souvent d'un coup de téléphone, qui demande une disponibilité de l'ordre de la demi-heure au moins, et à condition de ne pas traîner dans les réponses! Cela pose des problèmes

évidents de représentativité (qui, finalement, peut prendre le temps de répondre aux sondages?). Par ailleurs, le sondeur, lui-même pressuré par son employeur (la grève des agents du recensement nous le rappelle opportunément), a tout intérêt à pousser son interlocuteur à répondre spontanément, sans prendre le temps de la réflexion, même sur des sujets aussi graves ou épineux que cette guerre réelle mais non déclarée.

Cela accentue évidemment l'instabilité des réponses en fonction du libellé ou du contexte des questions (voir plus haut), et la perméabilité du sondé à une éventuelle manipulation.

Il faut aussi noter que les sondages sont systématiquement réalisés « à chaud »: le sondé est prié de donner une réaction, non le résultat d'une réflexion. Typiquement, un sondage réalisé juste après un journal télévisé rempli d'images d'atrocités donne évidemment de bien « meilleurs » résultats que si on demande aux sondés de lire quelques pages de débats contradictoires, d'y réfléchir et de donner leur réponse le lendemain.

Dans le même ordre d'idées, mais encore plus redoutable: les « questions fermées ». Pour rendre un sondage statistiquement exploitable et médiatiquement présentable, le plus simple et le plus économique est de ne proposer qu'un nombre limité de réponses possibles (typiquement, oui ou non) aux questions posées. De la sorte, on fuit systématiquement toute nuance, toute formulation un tant soit peu circonstanciée, et finalement tout débat. On assimilerait ainsi dans le camp des « oui à l'intervention » les bellicistes convaincus et ceux qui ne voient pas bien ce qu'on peut faire d'autre que « frapper Milosevic », quelles que soient leurs réticences par ailleurs. Notons au passage que les sondages participent grandement à enfermer les gens dans de fausses alternatives

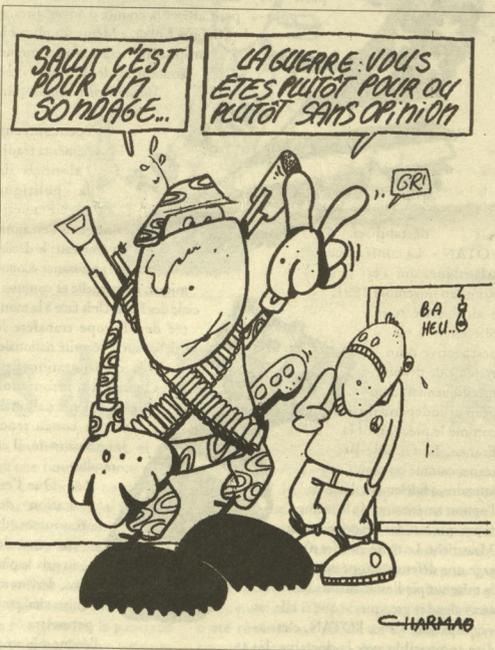
du style « pour Milosevic ou pour l'OTAN », « voter à droite ou à gauche », « armée de conscription ou de métier », alternatives dont les anarchistes rejettent formellement les termes.

Le peuple a parlé!

Une fois les réponses recueillies, l'institut fait sa tambouille: les résultats affichés ne sont pratiquement jamais conformes aux données brutes (lesquelles sont inaccessibles), à cause des biais dans la représentativité ou de l'insincérité supposée de certaines réponses, quand il ne s'agit pas de bidouillage pur et simple. Mais, même en acceptant cela, il reste qu'un petit millier de personnes interrogées se transforme magiquement dans la presse en « les Français pensent que... »

Il ne s'agit pas ici de contester le principe même de l'échantillonnage pour faire des statistiques. Mais il faut rappeler que les défauts dénoncés ci-dessus, notamment la pratique du sondage « à chaud », induisent ce qu'on appelle « une certaine volatilité » dans l'opinion, c'est-à-dire que les résultats peuvent varier spectaculairement d'une journée à l'autre, d'une heure à l'autre, d'un sondage à l'autre. Du reste on le constate quotidiennement, et il convient de lire les chiffres présentés avec circonspection. D'ailleurs il faudrait aussi tenir compte des incertitudes liées à tout échantillonnage, qui se traduisent en termes de « fourchettes », d'« intervalles de confiance » et autres données évidemment passées sous silence lors de la publication des sondages. Données dont la signification, ni le mode de calcul, pourtant assez simples, ne sont enseignés au lycée. Ce n'est sûrement pas un hasard: vous imaginez le résultat, si n'importe qui pouvait avoir un regard critique sur ces chiffres dont nous sommes submergés?

François Coquet



En bref

■ La FA étant présente dans le département du Gers (32), pour la contacter vous pouvez écrire à l'adresse suivante: Collectif Libertaire, Maison des ensembles, Chemin du Baron 32000 Auch

■ Expo à Rennes jusqu'au 15 mai: Le Monde libertaire, un siècle de presse anarchiste. L'expo est présentée au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff. Horaires: mercredi et samedi de 15 à 19 heures. Tél: 02 99 67 92 87.

■ Bientôt une librairie anarchiste à Rouen! C'est possible... si vous souscrivez. Envoyez vos chèques à CES, B.P. 4202, 76 723 Rouen cedex. CCP: 4 469 70 R 035 Rouen (mention librairie).

■ L'Anarcho n°14 est paru. Il est consacré aux zones autonomes temporaires (TAZ). 63p, format A5, prix libre. ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4 ou le consulter sur <http://www.multimania.com/anarcho>

■ Un groupe F.A. est en constitution en Saône et Loire. Pour le contacter: c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

■ Vous pouvez joindre la liaison Bas-Rhin, le groupe de Strasbourg, et le groupe d'Alsace de la FA à l'adresse suivante: REMON BP 35-67340 Ingwiller. e-mail: groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org groupe-alsace@federation-anarchiste.org

Faits d'hiver Fi donc!

Le comte de Paris, Henri d'Orléans, a démenti il y a quelques jours les rumeurs « malveillantes » sur son état de santé rapportées par *Le Figaro*, affirmant qu'il s'agissait « d'une information fautive mais voulue » et qu'on l'avait « déjà trucidé une ou deux fois ».

Fi donc, le tiers état n'en fera jamais d'autres!

Profiter lâchement de l'émotion du petit peuple qui s'esbaudit de révolte et de peur au spectacle son et lumières de l'écrasement entre un coupe jarret national-communiste et un quartier de boutte feux arrogants comme les spadassins de la garde du cardinal pour laisser à entendre que le sang bleu serait en train de tourner au vinaigre, seuls des manants, et donc des bolcheviks, peuvent se permettre ce genre de vilénies.

Ne fusse la gravité du moment, ces croquants auraient assurément eu droit à une bastonnade en règle.

Mieux, une fois les cores de ces drôles quelque peu malmenées, un petit séjour à la Bastille les aurait fait céans rentrer dans le rang.

Les faquins, en effet, ont toujours eut la billesevée réaliste et ne montrent les dents que pour mieux courber l'échine dès lors qu'on les remet à leur place de valet.

Pauvres hères du *Figaro* qui avaient pensé un instant que la sainte alliance entre le maire du palais et les hobereaux de la gauche plurielle les autorisait à remettre en cause l'immortalité d'une logique sociale qui les a toujours nourri à la mamelle!

Vous êtes décidément too much!

Jean-Marc Raynaud

Conflit d'impérialismes

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL institué par Bush stipulait 1) les États-Unis sont les gendarmes de la planète; 2) en Europe, c'est l'OTAN qui représente les États-Unis dans l'accomplissement de la mission assignée par le point n° 1.

Dans la pratique, l'administration américaine se trouve devant un paradoxe: elle est chargée de mettre en œuvre un programme de domination planétaire dont l'ambition n'a jamais été égale; l'opinion publique interne interdit pratiquement toute perte en vies humaines américaines.

« Zéro pertes » et frappes aériennes

Politiquement, le président des États-Unis est tenu à des interventions le plus proches possible de zéro pertes en vies humaines. L'opinion publique américaine n'est pas disposée à entendre des comptes rendus d'information faisant état de pertes importantes. Et par pertes importantes il ne faut pas entendre quelques milliers, mais au plus quelques dizaines. Un journal américain, pendant la guerre du Golfe, faisait ironiquement remarquer que les soldats stationnés en Arabie saoudite couraient moins de risques de se faire tuer qu'en restant au pays où, il est vrai, les statistiques de meurtres sont effrayantes et relèvent du niveau de pertes humaines d'une guerre civile (90 000 par an). *Newsweek*, en octobre 1994, titre un article: « Syndrome du stress haïtien ? » (*Haitian Stress Syndrome*?) faisant état de l'émotion suscitée par trois suicides parmi les troupes stationnées à Haïti... Il est évident que dans ces conditions, la stratégie d'intervention américaine à l'étranger est directement liée à des considérations d'économie absolue en vies humaines et que, si de l'infanterie est envoyée quelque part, elle devra risquer le moins possible.

L'autre considération découle pour une part de la précédente. Faute d'envoyer de l'infanterie, l'arme qui sera privilégiée sera l'aviation, capable d'effectuer des interventions rapides, à distance, et avec une forte puissance de feu. Lorsque des coupes budgétaires sévères sont envisagées, c'est l'aviation qui en pâtit le moins, pour les raisons indiquées précédemment, et aussi parce que l'aviation, faisant appel à de la technologie de pointe, est une excellente vitrine à l'exportation des produits made in USA. C'est sans doute une des raisons de l'insistance mise par l'administration américaine à faire usage des frappes aériennes. C'est également un

« plus » considérable, face à la concurrence, que les marchands d'armes puissent apposer sur leurs matériels, dans les foires internationales d'armes, l'étiquette « combat proven » (a subi l'épreuve du feu). Les États-Unis montrent par les frappes aériennes, notamment avec les bombardiers « furtifs » B-2, qu'ils se situent loin devant tous leurs concurrents dans la course à la production d'armes.

Suprématie militaire

Le citoyen moyen a tendance à être sceptique devant les affirmations de ceux qui dénoncent la volonté de domination des États-Unis. Il y a pourtant des documents où cette volonté est clairement, cyniquement exposée.

Peu après la guerre du Golfe, le *New York Times* du 8 mars 1992 mentionne deux rapports du Pentagone, rédigés en liaison avec le Conseil national de sécurité. Le premier de ces rapports, dit rapport Wolfowitz, affirme la nécessité d'assurer le maintien du statut de superpuissance unique des États-Unis après l'effondrement de l'URSS, contre toute tentative de remise en cause par l'émergence d'autres centres de puissance. Ainsi la politique étrangère US doit-elle « convaincre d'éventuels rivaux qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à jouer un plus grand rôle »; pour ce faire, le statut de superpuissance unique doit être « perpétué par un comportement constructif et une force militaire suffisante pour dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des États-Unis ». La Russie est très clairement désignée. Les États-Unis, dit le rapport, « doivent tenir assez compte des intérêts des nations industrielles avancées pour les décourager de défier le leadership [américain] ou de chercher à mettre en cause l'ordre économique et politique établi ».

Ce rapport insiste sur le fait qu'il faut privilégier la puissance militaire comme instrument essentiel de la prépondérance internationale des États-Unis, afin de « dissuader d'éventuels rivaux, ne serait-ce que d'aspirer à un rôle régional ou global plus grand ». A ce titre, il est nécessaire d'établir une présence militaire notable partout où la position prépondérante des États-Unis pourrait être remise en cause.

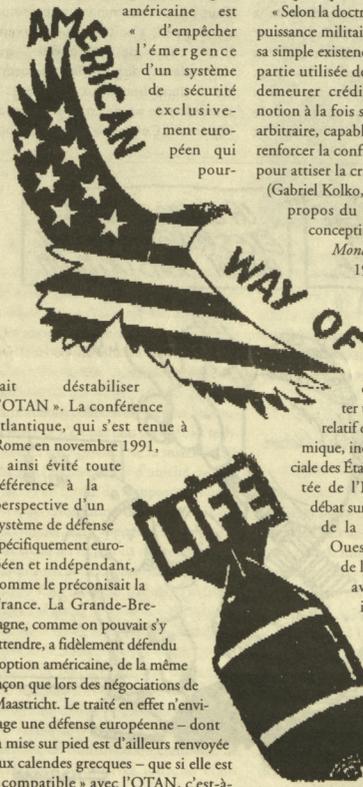
Quant aux conditions d'emploi de la puissance militaire, le rapport évoque à plusieurs reprises des actions dans un cadre collectif, mais il envisage le cas où les États-Unis devraient intervenir seuls, car « l'ordre international est en définitive garanti par les États-Unis », qui doivent se

mettre en situation d'agir indépendamment « quand une action collective ne peut être mise sur pied ou en cas de crises nécessitant une action immédiate ».

L'autre rapport, dont la rédaction fut présidée par un amiral et auquel participe le général Collin Powell, envisage un certain nombre de scénarios de conflits se situant après la guerre froide et après la guerre du Golfe. On se rend compte que la préoccupation essentielle de la politique étrangère américaine est de maintenir la dislocation de l'ancienne URSS, de l'accentuer au besoin, et d'éviter à tout prix la reconstruction d'une puissance à l'Est.

Le rapport Wolfowitz déclare que l'un des objectifs principaux de la politique étrangère

américaine est d'empêcher l'émergence d'un système de sécurité exclusivement européen qui pour-



rait déstabiliser l'OTAN ». La conférence atlantique, qui s'est tenue à Rome en novembre 1991, a ainsi évité toute référence à la perspective d'un système de défense spécifiquement européen et indépendant, comme le préconisait la France. La Grande-Bretagne, comme on pouvait s'y attendre, a fidèlement défendu l'option américaine, de la même façon que lors des négociations de Maastricht. Le traité en effet n'envisage une défense européenne – dont la mise sur pied est d'ailleurs renvoyée aux calendes grecques – que si elle est « compatible » avec l'OTAN, c'est-à-dire compatible avec la doctrine, les orientations et la stratégie de l'OTAN. Le rapport Wolfowitz déclare que pour éviter des dérapages, une présence militaire américaine substantielle est nécessaire en Europe.

...et déclin économique

La question reste de savoir si les mutations qui se sont produites en Europe de l'Est et en Russie, et qui, a priori, sont des éléments qui auraient pu impliquer une certaine détente, peuvent affecter les relations entre le gouvernement des États-Unis et le reste du monde. Le conflit du Golfe montra qu'il n'en était rien. On s'aperçoit en effet que les raisons locales du conflit, qui mettaient en péril l'approvisionnement en pétrole et lésaient les intérêts américains, situaient l'attitude de Washington en dehors de la problématique de la détente. Mieux (ou pire...) l'ancien adversaire – l'URSS – en est venu à participer conjointement à l'opération de police initiée par les États-Unis.

Si les événements de l'Est ont contraint les dirigeants américains à réintroduire la détente dans leurs analyses diplomatiques, ceux-ci n'en contiennent pas moins de développer la même vision des relations internationales qu'ils avaient en 1945. Les mouvements d'agitation politique et sociale, les convulsions qui secouent certains pays du tiers monde ne peuvent en aucun cas être l'expression de tentatives d'affirmer une voie de développement indépendante des options imposées par l'impérialisme; ce sont inévitablement à la fois des tentatives de porter atteinte aux intérêts américains et des contestations du mode de vie américain; ces crises servent aux présidents successifs à justifier le maintien d'une politique d'armement massif.

« Selon la doctrine de la crédibilité, la puissance militaire américaine, de par sa simple existence, nécessite d'être en partie utilisée de temps à autre pour demeurer crédible. Il s'agit d'une notion à la fois symbolique, flexible, arbitraire, capable d'être utilisée pour renforcer la confiance d'alliés comme pour attiser la crainte d'adversaires. » (Gabriel Kolko, « Même simplisme à propos du tiers-monde, même conception de la détente », *Le Monde diplomatique*, juin 1989.)

Cependant, aux éléments traditionnels de la politique étrangère américaine vient s'en ajouter un nouveau: le déclin relatif de la puissance économique, industrielle et commerciale des États-Unis face à la montée de l'Europe transfère le débat sur la sécurité nationale, de la confrontation Est-Ouest à la confrontation de l'économie nationale avec la concurrence internationale. Il en résulte:

1. – Que l'exploitation des ressources du tiers monde, au prix le plus bas, devient un enjeu vital pour permettre à l'économie américaine de récupérer une compétitivité internationale qu'elle a perdue.

2. – Que le maintien de conflits localisés dans le monde est une garantie de stabilité pour l'économie américaine fondée sur un colossal complexe militaire-industriel.

L'illusion d'un bloc européen

Tant qu'existait le conflit des blocs, l'Allemagne était totalement dépendante de l'OTAN, et plus particulièrement des États-Unis, pour sa défense. Trois faits nouveaux sont apparus depuis qui modifient radicalement les données du problème: l'effondrement du bloc soviétique, l'unification allemande, la diminution du poids relatif de l'économie américaine. Cette situation nouvelle a littéralement libéré l'Allemagne de la hantise des problèmes de défense – elle ne dispose pas de l'arme nucléaire – et a également libéré ses forces d'expansion

économique vers l'Europe de l'Est. Elle dispose en effet d'atouts majeurs: le dynamisme économique et une place centrale en Europe. Aujourd'hui, l'Allemagne est la seule puissance réellement capable de reconstruire un pôle impérialiste rival des États-Unis, lesquels tentent de contrer l'extension de la sphère d'influence germanique vers la Slovaquie et la Croatie en s'appuyant sur la Bosnie, l'Albanie et le Kosovo.

Les États-Unis, qui se considèrent comme les garants de l'ordre mondial, n'hésitent pas à déstabiliser des zones entières de la planète pour faire échec au développement d'une puissance européenne.

Ainsi, lorsque Bush déclara: « Quoique doute de la capacité de nos forces armées doit se rappeler deux mots: Saddam Hussein (1) », il est peu probable qu'il s'adressait à uniquement aux pays du tiers monde. Il s'agit tout autant d'un avertissement aux pays développés, aux impérialismes concurrents.

L'administration américaine n'a cessé de couvrir de ridicule l'union européenne. Les instances de défense et de sécurité européennes, demeurent, selon les statuts mis au point à Maastricht, sous la dépendance de l'OTAN et par conséquent sous la dépendance directe des États-Unis, ce qui fait directement barrage aux prétentions franco-allemandes. De plus, l'allié le plus inconditionnel des États-Unis en Europe, la Grande-Bretagne, dispose d'un droit permanent de veto en matière de diplomatie et de défense, ce qui fait que les intérêts américains ne pourront en aucun cas être lésés.

Aucun problème régional ne doit être réglé sans l'aval de l'administration américaine. Ensuite, les États-Unis doivent à tout prix empêcher l'émergence d'un impérialisme européen concurrent.

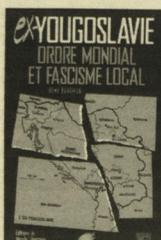
L'impérialisme comme mode de domination est un phénomène complexe qui ne saurait être analysé en termes manichéens: le mauvais d'un côté, les bons de l'autre. C'est un ensemble de rapports extrêmement enchevêtrés, une cascade d'intérêts et de pouvoirs qui se concurrencent, s'utilisent les uns les autres, s'opposent et se détruisent au gré des circonstances: « Sans doute le maître peut-il laisser aux puissances secondaires un peu d'espace où s'ébattre, une sorte de cour de récréation où elles joueraient au grand, toutes se répartissant selon une échelle de puissance technique dont le moyen pourrait faire usage contre le minuscule, si le grand le permet (2). » Ce constat s'applique à Saddam Hussein aussi bien qu'à Milosevic.

Si certains gouvernements avaient pu être tentés par l'idée d'un bloc européen qui ferait face au bloc américain et aux japonais, la guerre du Golfe les a incontestablement fait rentrer dans le rang. Les bourgeoisies européennes, incapables ou peu désireuses de contester l'hégémonie américaine, appliquent le chacun pour soi pour tenter de préserver leurs intérêts de classe. Mais il faut garder à l'esprit que le Goliath américain et le David européen sauront très bien s'entendre si un jour un mouvement populaire devait secouer le joug de l'un ou de l'autre.

René Berthier

(1) Libération du 7 janvier.

(2) Claude Le Borgne, *Un discret massacre, l'Orient, la guerre et après*, François Bourin éditeur, p. 188.



Ex-Yougoslavie. Ordre mondial et fascisme local. René Berthier, co-édition Monde libertaire, Atelier de création libertaire, Reflex. 70 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (+10% pour le port).

Contre la guerre : désertion et grève générale

LES ÉTATS DÉMOCRATIQUES occidentaux, système social hiérarchique aussi bien que n'importe quelle autre sorte de régime, mettant de côté leur pacifisme hypocrite, ont une nouvelle fois jeté le masque montrant leur véritable visage : l'essence criminelle qui par nature les distingue.

L'impérialisme consolidé des États-Unis et l'impérialisme naissant de l'Europe unie, en effet, foulant aux pieds leurs propres règles de droit international ont transformé en peu d'heures leur alliance atlantique (OTAN) d'organisation militaire défensive en organisation militaire offensive en déclarant la guerre à la Yougoslavie. Encore une fois le prétexte humanitaire offert en pâture est le prétexte humanitaire : « on ne pouvait continuer à regarder le massacre du peuple kosovar effectué par les troupes de Milosevic ». Donc, au moment où l'OTAN s'est bien gardé de criminaliser son allié l'État turc pour le génocide qu'il continuait à opérer tranquillement contre le peuple kurde, elle se montrait au contraire prompt à substituer au criminel Saddam Hussein d'hier le criminel Milosevic d'aujourd'hui.

Les bourreaux démocratiques

Tout comme les bourreaux Saddam et Milosevic, les bourreaux de l'Occident « civilisé », de Clinton aux chefs d'État et de gouvernement d'Europe, ont massacré hier femmes, enfants, vieillards, hommes irakiens comme ils sont en train de massacrer aujourd'hui femmes, hommes, enfants et vieillards serbes et kosovars.

En 1991, quand c'était l'ONU qui conduisait l'agression de l'Irak (autre chef d'œuvre emblématique par rapport à leur droit international : une organisation mondiale qu'ils prétendaient préposée à la paix à diriger une guerre!). Ils dirent qu'il fallait libérer le Koweït, aujourd'hui pour conduire l'agression, c'est l'OTAN qui prétend vouloir libérer le Kosovo.

Mais nous savons qu'aujourd'hui comme hier la vérité est toute autre : la domination des ressources de toute la

planète par la politique néo-libérale mondiale sauvage et belliciste.

L'euro des patrons, qui a coûté tant de sacrifices aux travailleurs, aux retraités, à ceux qui sont encore aujourd'hui au chômage... L'euro qui devait inaugurer une période de prospérité, de paix et de bien-être pour tous les peuples d'Europe a, au contraire, déchaîné la concurrence impérialiste barbare portant la guerre au cœur de l'Europe avec des conséquences imprévisibles, tremplant dans le sang des peuples opprimés,

serbe et kosovar. L'État italien dont le gouvernement est représenté aujourd'hui par D'Alena (chef de bande d'une racaille multicolore d'individus tout aussi « sinistres » qui vont du centre à la gauche et à la droite, tous bénis par l'hypocrite pacifisme du Vatican) a offert la disponibilité du sol italien avec ses 13 bases de l'OTAN réparties du Nord au Sud à cette opération barbare, s'agenouillant à nouveau devant l'impérialisme des États-Unis comme pour le remercier de la honteuse sentence militaire américaine sur le massacre de Cermis (1).

Contre toutes les guerres

Les anarchistes fédérés, en affirmant leur totale opposition à cette guerre, à toutes les guerres, parce qu'ils sont fermement convaincus que toutes les guerres sont l'œuvre de la volonté criminelle de l'État et des patrons, affirment avec une égale conviction que l'autonomie des peuples opprimés et exploités ne passe pas par des armées de libération nationale équipées par les puissances impérialistes (dans le cas du Kosovo, l'UCK par les États-Unis) ou par des guerres d'agression impérialiste mais par un processus révolutionnaire qui fait de ces mêmes peuples les artisans de leur propre destin.

Pour ces raisons, aujourd'hui aux côtés de tous ceux qui se battent contre cette énième barbarie impérialiste (syndicalisme de base et autogestionnaire, organisations locales, de défense de l'environnement, pacifistes, étudiants...) promoteurs entre autres d'initiatives spécifiques contre l'actuel massacre, les anarchistes fédérés sont dans

les écoles les quartiers pour dénoncer les forces bellicistes, les partis politiques et les gendarmes syndicaux (CGIL, CISL et UIL) du régime pour que s'élève avec force la voix et la lutte, comme c'est la tradition internationale du mouvement ouvrier et de tous les exploités, pour une grève générale massive contre la guerre.

De plus, les anarchistes fédérés adhèrent et participent aux manifestations comme celle d'Aviano 2000 et souhaitent une participation massive à ces importantes initiatives antimilitariste et internationalistes qui se tiennent en des points géographiques que le gouvernement italien a transformé ces jours-ci en plate-forme de vols militaires qui ensanglantent l'Europe (Aviano et Gioia del Colle) avec le risque de précipiter toute l'humanité dans un abîme de guerre sans fond.

Pas un homme, pas un sou pour la guerre des patrons

Arrêtons le massacre des peuples des Balkans décidé et conduit par la concurrence impérialiste et belligérante entre États-Unis et Europe (euro et dollar)!

Non à tous les nationalismes, pour la construction d'une société fédéraliste et internationaliste, libertaire et solidaire, sans États ni armées, ni frontières!

Commission de correspondance de la Fédération anarchiste italienne.

Umanità nova - 4 avril 1999.

Le 3 février 1998, un avion militaire américain parti d'Aviano pour un vol d'entraînement à basse altitude a coupé les câbles d'un téléphérique causant la mort de 20 personnes. La cour martiale composée de 8 militaires américains a récemment rendu son verdict : l'équipage est déclaré non coupable...



OTAN hors des Balkans - Serbie hors du Kosovo

LE BOMBARDEMENT DE LA SERBIE, DU MONTENEGRO et du Kosovo par l'OTAN signifie qu'une nouvelle force sévit contre les peuples des Balkans. Les bombes ne causent aucun dommage au régime Serbe pourri (ni à aucun autre seigneur de guerre pourri des Balkans). Elles visent les peuples des Balkans, quelles que soient leurs ethnies. Depuis le début des frappes, des anarchistes de l'ex-Yougoslavie donnent de leurs nouvelles sur Internet. Comme l'observait l'un d'entre eux, de Belgrade : « Quand la fumée des bombes se dissipera, les différences sociales seront encore plus grandes, la pauvreté encore pire, les autorités encore plus brutales. Et on n'aura pas réglé la question du Kosovo ». Nous appelons le peuple Irlandais à exiger l'arrêt immédiat des attaques de l'OTAN.

Interventions internationales

Depuis le début de la guerre au Kosovo, dirigée à l'origine contre la population albanaise par les forces de l'État serbe, il y a eu de nombreux appels en faveur d'une intervention internationale. Nous nous opposons à toute intervention de ce type. L'histoire des interventions "humanitaires" des puissances occidentales montre clairement que de telles interventions n'ont rien d'humanitaire. Les puissances occidentales interviennent uniquement quand elles estiment dans leur intérêt de le faire. [...]

L'opposition interne en Yougoslavie.

Depuis le début des guerres en Yougoslavie, l'opposition à Milosevic en Serbie même est significative. Il y a tout juste un an, la police de Milosevic a violemment réprimé des manifestations de plus de 200 000 personnes à Belgrade. Mais quand une puissante machine militaire entre en guerre contre un pays, il est facile de dépeindre les mouvements d'opposition comme des ennemis de "l'unité nationale". Le régime de Milosevic a su profiter intérioriquement des bombardements de multiples

façons. La police secrète arrête des opposants et fait taire tous les médias non contrôlés directement par le régime. Comme le dit un anarchiste Serbe : « [sans] plus aucune presse ni aucun média électronique indépendants, la société civile est presque complètement isolée et détruite ».

Milosevic a aussi commencé à mettre en cause beaucoup des acquis gagnés par les travailleurs depuis la guerre de Bosnie. Par exemple un autre anarchiste Serbe témoigne : « Et voici encore en quoi l'OTAN nous a "aidés" : la peine de mort. Elle a été récemment abolie de la constitution yougoslave et je considère que c'est un des plus grands succès de notre dur combat pour des valeurs démocratiques, constitutionnelles, et de vie normale. Cette nuit, le ministre de la justice Serbe, Dragoljub Jankovic, a proposé qu'elle soit réintroduite tant que nous sommes en état de guerre. Je n'ai aucune raison de douter de son retour en ces circonstances ».

Et pourtant, en dépit de leur sérieux affaiblissement, une coalition de 16 groupes de l'opposition a fait circuler un communiqué le 6 avril, appelant non seulement à la fin du bombardement de l'OTAN, mais aussi à la fin immédiate de tout nettoyage ethnique et le retour des réfugiés. [...]

L'indépendance du Kosovo et l'UCK

Puisqu'il semble qu'une grande majorité de Kosovars veulent leur indépendance, nous défendons leur droit à avoir un état indépendant. Tout en défendant ce droit, nous ne croyons pas que le peuple du Kosovo a beaucoup à gagner dans la réalisation de ce vœu à part du point de vue immédiat (et non négligeable) de se débarrasser de l'armée Serbe et de ses bandes paramilitaires. Un état Kosovar indépendant, sous l'influence de l'UCK, reviendrait à troquer une équipe de dirigeants nationalistes pour une autre.

Il est très possible qu'ils chercheraient à leur tour à expulser la minorité Serbe. Ils se sont comportés de manière comparable par leurs attaques sur les civils Serbes du Kosovo et par

leur exigence de l'intervention de l'OTAN. De plus, la création d'une "Grande Albanie", qui est au programme de l'UCK, conduirait probablement les Kosovars vers une nouvelle guerre sanglante dès qu'ils auront le pouvoir.

Ce que nous pouvons faire.

[...] Premièrement, nous pouvons nous opposer à toute intervention occidentale au Kosovo, car elle ne pourrait que servir les intérêts des puissances impérialistes. Les vraies victimes de l'escalade guerrière de l'OTAN sont les peuples Serbe et Kosovar, qui doivent supporter un retour de bâton vicieux de l'État Yougoslave. L'OTAN ne perdra pas militairement cette guerre, mais si ses plans doivent être contrariés, l'opposition des travailleurs des pays de l'OTAN devra y être pour quelque chose. [...]

Deuxièmement, nous pouvons essayer de construire des liens entre les organisations de travailleurs irlandaises et les groupes progressistes de Serbie qui s'opposent à la guerre. A la fin de la guerre de Bosnie, un grand mouvement anti-guerre a commencé d'émerger en Serbie. Pour l'instant, les frappes de l'OTAN l'ont affaibli. Nous devons chercher les moyens de faire preuve de solidarité concrète avec lui. [...] Enfin, le plus important acte de solidarité que nous puissions montrer est d'exiger que le gouvernement Irlandais offre refuge aux personnes déportées et terrorisées du Kosovo. [...]

Et ensuite ?

[...] Nous devons nous opposer à l'entrée de l'Irlande [...] dans le paravent de l'OTAN baptisé "Partenariat pour la Paix". Au-delà, nous devons nous préoccuper de construire un mouvement capable d'empêcher de telles interventions à l'avenir.

Extrait du communiqué du Workers Solidarity Movement (20 avril 1999).

Traduction : R. Internationales.

Laisser tomber les européennes: vas à l'Européen!

Serge Utgé-Royo du 5 au 9 mai à l'Européen*

IL EST DES ARTISTES QU'ON aimerait entendre plus souvent sur les ondes et les scènes d'ici et d'ailleurs. Des chansons, des textes qu'on voudrait partager avec le plus grand nombre. Des Pierrots-Croque notes qui vous réveillent la machine à idées, vous réchauffent le cœur et pansent vos blessures. Mais comment le « grand public » pourrait-il aimer une œuvre que les petits marquis de la communication et de la pensée lui cachent ? On raconte qu'aujourd'hui, on rencontre plutôt des directeurs commerciaux que des directeurs artis-

tiques dans les maisons de disque. On dit aussi que les Brel, Ferré, Brassens auraient bien du mal à « sortir ». Maudit soit ce système qui nous oblige à guetter l'annonce des concerts de Serge Utgé-Royo dans le tonitruant silence médiatique. Honte à ces chroniqueurs-animateurs des radios – qui plus est de service public – qui ignorent superbement la sortie de ses albums et des scènes parisiennes où il donne régulièrement rendez-vous aux amoureux de la vie. Celle qu'on vit debout, l'espoir au cœur.

Que ces petits censeurs soumis sachent que cela ne nous empêche pas d'être chaque fois plus nombreux à assister à ses concerts et à écouter ses albums et que nous serons encore là, à l'Européen.

Durant cinq jours, Serge Utgé-Royo fera la nique aux majors accompagné par Jack Thysen à la basse, Jacques Ivan Duchesne aux claviers, accordéon, guitare et Jackie Le Poitevin aux claviers et au piano.

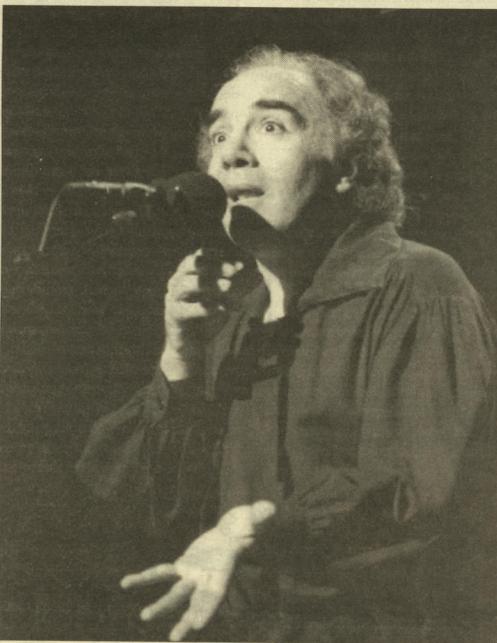
Cinq jours où il recevra tour à tour ses amis et compagnons de rimes et de notes : Ravachol, Nathalie Solence, Jean-Louis Blaire, les Chanteurs livreurs, José Anne Micha, Marcel Eglin, Christophe Bonzon et Jean Dubois. Cinq jours pour nous chauffer le cœur à la chaleur des mots de Serge Utgé-Royo.

Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, le dernier album de Serge Utgé-Royo est disponible. « Contrechants de ma mémoire » est un florilège de chansons anciennes et plus contemporaines de celles qui content l'histoire, celle du petit peuple plié sous le joug ou dressé faisant face aux baïonnettes. Des airs qui gonflent nos cœurs et hantent nos cerveaux. Ces chansons, Serge Utgé-Royo les a revisités – dit-il – je dirai qu'il s'en est habillé. Certains de ces refrains révolutionnaires sont en lui depuis des années, comme le bon vin, elles ont mûri en lui. Il nous les livre aujourd'hui et c'est pour elles comme une seconde naissance. À écouter absolument, à petites gorgées comme un vieux cognac.

Bruno et Sylvie Petitfrangin

Serge Utgé-Royo à l'Européen du 5 au 9 mai, 3-5 rue Biot, Paris 17^e | 120 F. Rés. : 01 43 87 97 13. En vente aussi à la librairie du Monde libertaire. Demi-tarif : chômeurs, Rmistes, étudiants.

Contrechants de ma mémoire, dernier album de Serge Utgé-Royo est disponible à la librairie du Monde libertaire et par correspondance : Édito-Hudin, 46, rue Troussseau, 75011 Paris.



NON, NON, ON LIT! :



La petite marchande d'allumettes et la guerre

Andersen. *La Petite marchande d'allumettes*; illustrations par Georges Lemoine, Nathan, 1999, 48 p, 89 F.

Que nous conte le récit d'Andersen cet auteur qui a bien connu la misère mais qui ignorait la politique (1)? Il parle de pauvreté, d'enfance éclatée, de rêve, de légende où le miséreux cherche à oublier la faim et le froid. Il parle de père et de mère en vie sans issue: « Il faisait affreusement froid; il neigeait et commençait à faire sombre. » « En décembre, lorsqu'il neige, tout est plongé dans le silence » (2).

1999, des colonnes de petits kosovars déportés loin du berceau de leurs enfances; à Belgrade sous les bombes les caméras des maîtres du monde ne filment pas le feu d'artifice de leur ingénierie humanitaire. La guerre c'est la paix ordonnent ceux-ci, ton pays est le mien hurlent ceux-là. L'enfant rêve-t-il?

« Les multiples lumières de Noël montèrent de plus en plus haut, elle vit qu'elles étaient devenues des étoiles scintillantes, l'une d'elles fila et traça une longue raie lumineuse dans le ciel. "En voilà une qui meurt" dit la petite ».

Kosovo, Serbie, les collines sont couvertes de cicatrices, les obus labourent des terres devenues fertiles de sang et abreuvées de haine.

« Au froid matin la petite fille était assise avec des joues roses et le sourire à la bouche... morte... gelée ».

Les radios oraniques déversent leurs informations frappées du sceau militaire, et les populations à qui on n'a surtout pas demandé leur avis assistent du fond de leurs divans guidévisuels à la nouvelle guerre spectacle, avec ses images de synthèse et vues aériennes qui distillent en différé la mort chirurgicale. En France la morale est sauve, l'infirmité accusée d'euthanasie sur quatre personnes en souffrance est emprisonnée; on ne tue pas en France.

« Le matin du nouvel an se leva sur le petit cadavre, assis près des allumettes souffrées, dont un paquet était presque entièrement brûlé ».

L'opinion publique a bien sûr tout de suite su, – Elle a voulu se réchauffer, dit-on – on donne le pourquoi à ronger à l'opinion publique afin qu'elle ne cherche pas d'elle-même, afin que tueries, guerres, morts et politiques de barbarie ne soient pas frontalement interrogés. La mort s'habitue-t-elle à la présence des vivants qui la regardent de leurs tombeaux cathodiques?

Lorque Andersen écrit ce conte, il était sorti de la déche et vivait dans l'opulence chez le duc d'Augustenborg. Il y reçut trois gravures et on lui demandait d'en illustrer une. Il choisit une gravure sur bois représentant une petite fille tenant un paquet d'allumettes souffrées: la gravure, explique La Chesnais, lui renvoya l'image de l'enfance misérable de sa mère qui mendiait et connaissait régulièrement la faim. Aujourd'hui c'est le texte d'Andersen qui sert de prétexte à l'illustrateur pour recréer dans la traduction quasi inchangée de La Chesnais ce même conte. Lemoine y mêle par collage des oripeaux de phrases de Kebo parlant de l'enfer de Sarajevo (3) qui entrent en écho avec les décors des illustrations renvoyant à cette capitale de douleurs. Lorsque le livre paraît, c'est le Kosovo qui remplace ce théâtre de l'horreur.

Bettelheim caractérise Andersen plus par le mythe que par le conte parce que chez lui ça se finit souvent mal. Pourtant, il faut bien accepter que ses textes gardent une actualité allégorique intacte dans ce monde dominé par la réification, la chosification des êtres, par le goût des spectacles mortifères vus à distance médiatique. L'art de l'illustration a ceci de plus poignant dans son évidence qu'il impose une lecture actuelle des récits. C'est ce que prouve avec art Lemoine dans cette production de Nicole du Roy dédiée « aux enfants du monde victimes des barbares ».

Philippe Geneste

(1) voir la préface à l'édition intégrale de ses contes pas PG de La Chesnais au Mercure de France (1988).

(2) O. Kebo, cité par l'illustrateur Georges Lemoine.

(3) *Bienvenue en enfer. Sarajevo mode d'emploi*. Editions La Nuée bleue, Strasbourg (1997)

TÉLÉ

La guerre civile d'Espagne

Gilles Delannoy et Jean-Claude Dassier

LA CINQ CONTINUE, DANS LA plus totale confusion, de nous présenter des documentaires sur l'Espagne républicaine et révolutionnaire. Après le large panorama de six heures programmé en mars et avril, le « Sens de l'histoire » du 7 avril nous a donné à voir un montage d'une heure de Delannoy et Dassier.

« Un honnête documentaire rendant fidèlement compte de la guerre civile » comme tient à le souligner le journaliste de *Télérama*. Si de tels qualificatifs auraient été de circonstance dans les années 60 ou 70, il nous est difficile de les accepter pour un film de 1986 alors que les archives étaient déjà ouvertes et que les esprits s'affranchissaient de la tutelle que les marxistes avait fait peser pendant un demi siècle sur l'histoire du mouvement ouvrier.

Approximations, oublis, réécriture de l'histoire font de ce documentaire un « honnête » succédané du sommet du genre que reste le « Mourir à Madrid » du stalinien Frédéric Rossif.

Dire qu'en 1936, « les classes populaires espagnoles défilèrent le point levé à l'ombre de la faucille et du marteau » relève d'un étonnant culot. De même, justifier la victoire aux élections de 1936 par le fait que « la gauche a surmonté ses divisions et que Staline pousse maintenant à la création de fronts populaires en Europe », cela s'appelle réécrire l'histoire. Personne n'ignore que le « Frente Popular » espagnol n'aurait pu remporter les élections si les responsables anarchistes de la CNT-FAI n'avaient donné la consigne de vote et cela uniquement

pour permettre la libération des milliers de militants emprisonnés. L'amnistie étant au bout du bulletin. Si l'on se souvient que la CNT anarcho-syndicaliste revendiquait 1 million de membres en 1932, on comprend mieux le ridicule des 150 000 voix d'avance obtenues par la gauche ayant « surmonté ses divisions ».

Devons-nous aussi parler de Durruti, « figure légendaire de l'anarchisme » qui nous est présenté prêchant la révolution par l'action violente, des « provocations de la phalange ou des monarchistes auxquelles répondent les provocations des anarchistes... » ou des émeutes de Barcelone: « Les anarcho-syndicalistes et les révolutionnaires antistaliniens du POUM font le coup de feu contre les communistes et les républicains modérés qui veulent redonner du pouvoir au gouvernement central ».

Quant à la provocation des communistes dans cette affaire, il n'en est bien sûr pas question. Pourquoi programmer un tel film alors que l'on possède aujourd'hui une multitude de documents faisant table rase des mensonges staliniens? Et pourquoi *Télérama* se permet-il de

l'encenser alors que la série anglaise de six heures réalisée avec la collaboration de H. Thomas n'a même pas fait l'objet d'un petit commentaire? Il y a peut-être là de l'ignorance ou alors un essai de réhabilitation à l'image de ce journaliste de l'Huma qui s'est senti obligé de titrer après la sortie du film de Ken Loach: « Non nos pères n'étaient pas des salauds ». Les militants anarchistes assassinés par les staliniens en ont pourtant porté la preuve dans leurs chairs.

Jean-Claude Richard
groupe Henry Poulaille

Quelques films en vente à la librairie du Monde libertaire:

Un autre Futur. Richard Prost, 2 h 31, 215 F.
Contre Vents et Marées. Richard Prost, 0 h 54, 150 F.

De toda la vida... Lisa Berger, 0 h 54, 90 F.
Ortiz, général sans Dieu ni maître, A. Camacho, 1 h 50, 175 F.

Durruti, film produit par la CGT d'Espagne, 0 h 12, 45 F.

Land and Freedom. Ken Loach (VOSTF), 1 h 20, 153 F.

Durruti en la revolucion española. Rios Pado, 0 h 52, 5 F.

Armand Guerra, requiem pour un cinéaste espagnol. Ezéquiél Fernandez, 0 h 52, 130 F.

Radio libertaire organise une brocante

le samedi 8 mai de 14 h à 19 h,
au 33, rue des Vignoles (Paris 20^e) (les objets doivent être déposés avant 13 heures)

LECTURE

Gérard Duvergé le libertaire

Bernard Lareynie

ON NE LE DIRA JAMAIS ASSEZ, l'idéal libertaire, le plus beau des idéaux de liberté et d'égalité, et le seul qui soit encore coté à la grande bourse de l'espoir, c'est aussi et avant tout des êtres humains qui mettent leurs rêves en actes individuels et collectifs et qui font de cet autre futur pour lequel nous combattons...un autre présent. Gérard Duvergé (1896-1944) est de ces militants ordinaires qui loin des projecteurs de la rampe spectaculaire et des billesées de la course au pouvoir laisseront toujours une empreinte indélébile - celle de l'exemplarité - dans une réalité qu'ils se sont toujours essayé de subvertir comme dans le souvenir de leurs proches. Fils de gendarme, instit à Bruch puis à Agen, membre du groupe anarchiste d'Agen, auteur de nombreux

textes dans la presse libertaire sous le pseudo de Fred Durtain, initiateur avec Aristide Lapeyre du projet d'école libertaire l'Envol, accueillant de réfugiés espagnols après la défaite de la plus grande révolution sociale de tous les temps, révoqué de l'enseignement par Vichy en 1940, membre du mouvement de résistance Libération, adhérent (la chose est contestée) de circonstance au P.C.F., chef départemental des maquis, arrêté et torturé à mort par la Gestapo en 44... Gérard Duvergé a marqué la région d'Agen et tous ceux et celles qui l'ont fréquenté. Profondément. À tel point que les éditions la mémoire du fleuve (merci à elles), qui ne sont pas spécialement estampillées libertaire et qui œuvrent dans la mémoire de leur fleuve, lui ont consacré sous le titre « Gérard

Duvergé, le libertaire » le hors série n° trois de leur bulletin semestriel de recherche et d'étude sur l'histoire de Tonneins et du Tonneinçais. 104 pages bien torchées, un super travail de recherche, des documents et des photos en veux tu en voilà, des infos (après lesquelles je courais depuis des décennies) sur le projet (initié par Aristide Lapeyre, militant anarchiste bordelais qui avait été éducateur à la Ruhe de Sébastien Faure) d'école libertaire l'Envol, l'évocation du camarade Noël Durat, ancien élève de la Ruhe, qui au début des années 70, à Oléron, m'a raconté la Ruhe avec une émotion à nulle autre pareille et m'a convaincu de la nécessité de l'éducation libertaire, cent mille et une autres « anecdotes » sur une vie de libertaire « ordinaire »... c'est du bonheur à l'état pur. Lisez ce texte (un peu chérot, mais...) qui aura eu tout à fait sa place dans notre collection Graine d'anarar. Il vaut le détour.

Jean-Marc Raynaud

Gérard Duvergé le libertaire. Bernard Lareynie. Editions la mémoire du fleuve 110 F + 16 F de port, en vente à la librairie du Monde libertaire 145 rue Amelot, 75011 Paris, ou à la mémoire du fleuve, B.P. 71, 47400 Tonneins

à la petite semaine

Les liaisons dangereuses

Les bombardements alliés sur la Serbie auront, quelle que soit la suite des événements, provoqué dans le monde politique français des petits dégâts collatéraux auxquels les observateurs avisés ne semblent pas s'intéresser outre mesure.

Entre certains opposants à l'intervention de l'OTAN, en effet, venus d'horizons divers et apparemment opposés, mais que rapprochent indéniabement un anti-américanisme viscéral et une adoration sans borne pour l'État souverain, aussi exécrable soit-il, des ponts se sont établis, que les bombes de l'Alliance atlantique paraissent consolider à mesure qu'elles tombent en plus grand nombre.

C'est ainsi qu'on a vu récemment la Fondation Marc-Bloch, où bavardent des intellectuels mondains plutôt à droite, accueillir des transfuges de la Ligue communiste révolutionnaire. Que Solange Fernex, personnalité en vue du mouvement écologiste, peu sensible au vert kaki dont se parent ses collègues Dominique et Dany, a pu flirter le temps d'une réunion publique avec le gratin de la Nouvelle Droite fascisante, qu'on retrouve par ailleurs dans un collectif « Non à la guerre » au côté de certains grands noms de la gauche pétitionnaire.

À Paris, des manifestations avaient déjà vu se côtoyer adeptes fanatisés de la Grande Serbie, secteurs ouvertement stalinien de la CGT et du PC, et partisans aveugles d'un pacifisme que les liaisons dangereuses n'ont jamais rebutés.

Il y a quelque temps, nous fumes invités à nous émuoir de l'existence de passerelles entre rouges et bruns à propos de tout autre chose. Curieusement, celles d'aujourd'hui, plus nombreuses, plus solides et sans doute plus durables, ne paraissent pas être semblablement dénoncées. Ces nouveaux rapprochements seraient-ils donc, si l'on ose dire, plus orthodoxes?

Floréal

Éditions du Monde Libertaire

Avis de recherche

Début 1939, Aristide Lapeyre, militant anarchiste bordelais, ancien éducateur à la Ruhe de Sébastien Faure, avait pour projet de créer une école libertaire. Gérard Duvergé (voir au-dessus - ndr) avait trouvé un local à Feugarolles. Au mois de juillet 1939, tout était prêt. La maison était louée, les dortoirs étaient équipés pour accueillir une trentaine d'enfants en octobre, les animateurs devaient venir d'Espagne et Duvergé devait être le coordinateur de tout cela. La déclaration de guerre sera fatale à ce projet d'école libertaire qui portait le joli nom de l'Envol.

En vue d'une publication sur ce projet, nous recherchons (1) tout témoignage ou document relatif à l'Envol. Merci d'avance de votre aide !

Les éditions du Monde Libertaire

(1) merci d'adresser vos documents, témoignages... à Jean-Marc Raynaud, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron

Charbons ardents

Vendredi 30 avril, à 22 h 15, art diffusera Charbons ardents, un film documentaire de Jean-Michel Carré. En avril 1994, les mineurs de Tower de Aberdare (pays de Galles) rachètent la mine de charbon dans laquelle ils étaient salariés, sauvent les emplois et deviennent actionnaires de la mine. Ainsi, ces mineurs, devenus propriétaires, se trouvent confrontés à la réalité de la guerre économique. Une réalité, évidemment, qui n'est pas sans poser des problèmes et des contradictions à ces mineurs dont beaucoup continuent d'affirmer leur idéal socialiste. Leurs paroles et leur expérience interrogent. Les libertaires regarderont ce documentaire avec intérêt. Charbons ardents nous montre, en 90 minutes, des mineurs luttant aujourd'hui pour l'emploi, fiers d'avoir leur mine, fiers de savoir la gérer et demandant, comme le mouvement des chômeurs en France, le partage des richesses. Cette histoire est celle de travailleurs voulant simplement vivre autrement. C'est donc aussi notre histoire.

Laurent Fouillard

Une projection de Charbons ardents en présence de J-M Carré aura lieu à Ivry. (cf page 8)

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 29 avril à 18 heures :

Si Vis Pacem : avec Vincent Meyer, auteur de « Rails ».

jeudi 29 avril à 20 h 30 :

Microclimats : avec Alain Clair pour parler de la chanson libertaire.

samedi 1er mai à 23 heures :

Chronique syndicale : les marches européennes.

mercredi 5 mai à 10 h 30 :

Blues en liberté : Sexe et blues (un pléonasmé ?).

CINÉMA

La Patinoire

Jean-Philippe Toussaint

L'UNIVERS ÉVIDEMMENT singulier et original de Jean Philippe Toussaint fut révélé en 1985 par *La salle de bain*. Livre et film. Le tout a été suivi par *Monsieur*, *L'appareil photo*, *La Sévillane*. Chaque fois, c'est Jean-Philippe Toussaint qui écrit un livre qui devient un film par la suite. Ses œuvres présentent toutes une sorte d'unité reconnaissable. Reconnaisable pour les acteurs d'abord. Tom Novembre, surtout, sa silhouette longue, son flegme, sa diction impeccable dans un visage immuable. Qui d'autre que lui d'ailleurs aurait pu incarner le personnage, l'homme de la *Salle de bain*? Personne. C'est un peu pareil pour Mireille Perrier et en même temps, c'est différent. Autant Tom Novembre est grand et

La Patinoire, farce sociale cruelle, présente le terrain idéal pour mettre en scène et en déroute les choses réglées d'avance. Ainsi, les lampes font fondre la glace. Le dispositif est à l'eau. Le cascadeur a des sentiments raffinés et les stars sont de petits enfants apeurés. Ce sens accru du non-sens (et non pas du ridicule) se diffuse, glisse, comme tout glisse sur cette surface lisse. Seuls les emplois subordonnés, les exécutants savent glisser. Les vrais joueurs de hockey sur glace n'ont pas le droit à la parole. Car ils tiennent sur leurs pieds, eux, donc qu'ils patinent!

Y a-t-il une histoire dans *La Patinoire*? C'est une histoire de déréglés qui arrivent dès qu'on quitte son terrain connu. Peut-être que oui, peut-être que non. C'est

une histoire sur lequel un qui n'arrive pas à tourner une histoire, peut être que oui, peut-être que non... D'ailleurs, sur toute la durée du tournage, on pouvait suivre le film en train de se faire ou en s'empêchant de se faire en surfant sur le web. C'est sûrement pour cela que Mireille Perrier a une tenue à la Vep (Irma), le déguisement de Musidora. Ainsi en internautes coureuse sur glace avec un téléphone portable, le metteur en scène de *La Patinoire* aura trouvé encore une fois une façon inédite pour incarner cette modernité qu'il ne cesse d'interroger!

Heike Hurst
(Fondu au Noir - Radio libertaire)



Le 1^{er} mai 1999, journée internationale de luttes contre l'État et le capitalisme

LER MAI 1886, UN GRAND mouvement populaire émerge dans les centres industriels des États-Unis pour obtenir par la grève générale la journée de travail de 8 heures. Une répression sanglante s'abat sur le mouvement et cinq anarchistes sont exécutés. Depuis pour en perpétuer le souvenir, le 1^{er} mai est une journée internationale de revendications contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Cette date n'est donc ni la fête du travail telle que l'a décrétée Pétain en 1941, ni un défilé à la gloire de Jeanne d'Arc, ni même la grande messe nationaliste cimentée autour de valeurs racistes et xénophobes que fêtent aujourd'hui les enfants de Pétain. Plus que jamais les raisons de notre colère sont nombreuses.

Aujourd'hui:

Les richesses produites n'ont jamais été aussi importantes: 10% de privilégiés en profitent, les autres ramassent les miettes et se partagent la misère.

De nombreuses entreprises enregistrent des bénéfices records: les plans de licenciement continuent de pleuvoir.

L'exclusion et la précarité sont devenues le quotidien de plusieurs millions d'individus parmi lesquels les sans-papiers préfigurent une nouvelle forme d'esclavagisme.

Au Kosovo et ailleurs, les états-majors se partagent le monde, pendant que les marchands de canons s'engraissent sur le dos des populations assassinées.

Face à cela, les politiciens surenchérisent pour obtenir le diplôme de gestionnaire efficace d'un système social dans l'impasse.

Le leurre électoral de la gauche plurielle et de sa politique « du moins

pire » ne parvient même plus à formuler une réforme sociale de la société.

Les ministres – y compris communistes – bradent au nom d'un « principe de réalité gestionnaire » les services publics (dernier lieu égalitaire de la société).

Tous voudraient nous faire croire que la lutte pour l'égalité sociale et la liberté est périmée, et qu'il faut se réfugier dans le repli sur soi.

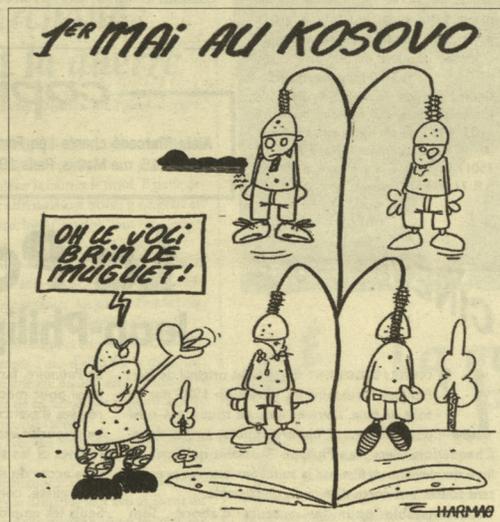
À l'heure où des millions d'exclus du partage des richesses, sont isolés et marqués du sceau de leur inutilité.

Les anarchistes affirment

L'oppression des individus, l'exploitation sociale, l'alléniation et la misère ne sont pas le fruit du hasard ou d'une quelconque fatalité, pas même un châtement divin, mais inhé-

rente à la société. Il appartient aux individus épris de liberté et de justice de briser le cercle de l'isolement, de s'associer, de lutter ensemble. Notre aspiration à une société sans classe ni État ne pourra prendre forme que par notre action commune. Il faut pour cela rompre avec les marchands d'illusions qui nous vendent des guerres propres, sans morts, qui nous promettent de résorber le chômage, qui se proposent d'aménager la flexibilité et de réglementer la misère. Il est temps d'agir au lieu d'élire, de prendre notre destin en main, d'œuvrer à une alternative anarchiste qui réponde à la nécessité d'auto-organisation et de gestion directe. Pour le partage des richesses: Travaillons moins, travaillons tous et décidons ensemble.

Fédération anarchiste



Le nationalisme, c'est l'horreur!

suite de la première page

voisins (Turquie, Irak...), la guerre tribale qui ravage la Sierra Leone, la colonisation massive du Tibet par les armées chinoises, le Soudan éclaté entre musulmans, chrétiens et animistes...

Une démonstration des « Maîtres du monde »...

Dans ces conflits, la « communauté internationale » a démontré plus d'une fois son désintérêt. Rwandais, Tibétains et Kurdes n'ont pas eu « la chance » de voir les avions furtifs américains. Dans les Balkans, les bombardements massifs de l'OTAN contre les populations serbes et monténégrines ont eu pour effet immédiat d'accélérer un processus d'épuration ethnique entamé depuis des années par les partisans d'une grande Serbie au nom de l'histoire du peuple serbe.

Outre qu'ils permettent aux grandes puissances industrielles de tester leurs matériels de guerre (comme un champion du monde de boxe remet régulièrement en jeu son titre)...

Outre qu'elles réaffirment ainsi à toutes les velléités de dissidence de par

le monde leur capacité à imposer leur ordre...

Outre qu'en bombardant, les gendarmes du monde se privaient du moindre moyen de pression pour imposer une négociation et lâchaient la bride, par là même, aux forces nationalistes serbes les plus sauvages... Ces bombardements ont renforcé le sentiment collectif de citadelle assiégée de la population serbe. Les voix dissidentes que les opposants au régime de Milosevic ont mis tant d'énergie à construire ces dernières années, ont été pulvérisées en une nuit par les frappes de l'OTAN qui, de facto, ont ressoudé une grande partie de la population autour de son dictateur et de sa « fierté nationale ».

Quand elles ne sombrent pas dans l'indifférence générale (vacances de Pâques obligent), les populations occidentales, vissées à leurs tubes chaotiques, suivent, comme un jeu vidéo, l'épisode suivant du feuilleton entamé lors de la guerre du Golfe. À coups de « frappes chirurgicales » et de « dégâts collatéraux », l'OTAN mène une guerre de riches. Bombardant les populations

civiles parmi les objectifs militaires, l'Alliance expose sa supériorité technologique en répétant que la survie des Kosovars s'arrête là où commence les pertes en vie humaines des seigneurs de la terre. Cynisme. En définitive, cette guerre sert moins à sauver des vies humaines qu'à démontrer le potentiel militaire des maîtres du monde. Que la leçon serve à tous ceux qui auraient un jour des velléités de s'y opposer.

Alors, camarades, loin de la logique binaire des « bons » et des « mauvais », entrons dans l'ère de la complexité et aux côtés de nos frères kosovars et serbes qui se battent, à la vie à la mort, contre leurs nationalismes respectifs, battons-nous ici contre la bête immonde qui s'infiltre dans toutes les sphères de l'État.

Contre tous les nationalismes, exigeons l'ouverture des frontières et l'accueil de tous les réfugiés, européens, mais aussi africains, asiatiques...

Pour une société humaine multiculturelle, accueillons toute la richesse du monde et forçons le gouvernement à régulariser tous les sans-papiers!

Babar - Alternative Libertaire

A G E N D A

jeudi 29 avril

NIMES: Le groupe du Gard de la F.A. invite Michel Auvray, auteur de « L'âge des casernes », à nous parler de l'armée à 20 h 30 au centre culturel Pablo Neruda, salle 2, 2^e étage. Table de presse et entrée libre.

vendredi 30 avril

ANGERS: Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organise un forum débat sur le thème « qu'est-ce qu'être syndicaliste révolutionnaire? » Sont invités des syndicalistes de la CNT, de SUD, de l'École Émancipée et de la CGT. À partir de 20 h 30 à l'Étincelle (26, rue Maillé).

IVRY (94): Les « Amis de Louise Michel » et le groupe Elisée Reclus de la F.A. organisent la projection du documentaire *Charbons ardents* (Chronique de la mine de charbon de Tower au Pays de Galles, rachetée en 1994 par les mineurs eux-mêmes) de Jean-Michel Carré. Rencontre et débat avec l'auteur, à 20 h 30 salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just.

LORIENT: Le groupe libertaire Francisco Ferrer de la F.A. organise cité Allende à 20 h 30 une réunion-débat dont le thème est: chômage, petits boulots, précarité, flexibilité, annualisation, baisse des salaires loi Aubry... ASSEZ! Il est temps d'organiser la résistance sociale.

MONTPELLIER: Le groupe Un autre futur de la F.A. vous convie à un débat avec Michel Auvray autour de son livre « L'âge des casernes, histoire et mythe du service militaire » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

ROUEN: Le groupe de Rouen de la F.A. appelle à un rassemblement « La guerre n'est pas une fatalité! » à 18 heures, place de la cathédrale.

samedi 1^{er} mai

ANGERS: Le groupe Malatesta de la F.A. participera au cortège festif de l'Étincelle; rendez-vous le matin place Imbach devant la Bourse du travail et le midi à l'Étincelle pour une bouffe conviviale (s'inscrire à l'avance).

BESANÇON: 1^{er} Mai libertaire à l'appel de la FA (groupe Proudhon) et de la CNT-AIT. 10 h: place Pasteur, manifestation; 13 h: Buffet froid et animation musicale (50 F travailleurs - 30 F chômeurs et étudiants) Réservations par courrier à CESL BP 121, 25014 Besançon cedex (en joignant un chèque à l'ordre de CESL).

BORDEAUX: Le groupe Emma-Goldman de la F.A. participera à la manifestation, place Jean Jaurès à 9 h 45. Un apéritif aura lieu ensuite au local du groupe, au 7 rue du Muguet. Après un pique-nique, avec ce que chacun aura amené, nous nous réunirons pour continuer les débats entre libertaires bordelais sur la guerre dans les Balkans.

CLERMONT-FERRAND: Le groupe Spartacus de la F.A., la CNT et l'Union pacifiste organisent, après la manifestation, un apéro-bouffe, suivi à 14 heures d'une conférence-débat: « avec ou sans-papiers... la nécessité d'une lutte européenne contre les lois xénophobes! »; musique avec Marée haute. Petite gaillarde, 9, rue abbé Banner. PAF: 20 F

GRENOBLE: Le groupe Jules-Valiès de la Fédération anarchiste manifesterà à partir de 10 heures, place de la gare.

LYON: L'union locale de la Fédération anarchiste vous invite à rejoindre son cortège dans la manifestation qui partira à 10 heures de la place des Jacobins (M^cCordeliers) en direction de la place Guichard.

METZ: La Fédération anarchiste défilera en compagnie de la CNT et du SCALP à partir de 10 heures, place du marché (Metz-Borny).

NIMES: Le groupe de la FA vous invite à rejoindre le cortège libertaire formé avec la CNT dans la manifestation syndicale à 10 h 15, place de la Maison Carrée.

PARIS: Manifestation à l'appel de la Fédération anarchiste et de la CNT à midi à partir de la place des fêtes (19^e, métro place des fêtes).

PÉRIGUEUX: L'union locale de la CNT de Périgueux et la FA de Dordogne vous invitent à vous joindre au cortège libertaire à 10 heures devant la Bourse du travail puis à un pique-nique sur les bords de l'Isle (base de loisirs de Tréllissac) à 13 h (amener son panier) et à 16 h à une projection (suivie d'un débat) du film de Ken Loach, *Les dockers de Liverpool*, à la salle du château Barrière.

PERPIGNAN: La F.A. et la CNT 66 manifesterons à 10 heures dalle Arago pour le partage des richesses, l'abolition de toutes les frontières et la suppression de toutes les armées.

ROUEN: Le groupe de Rouen de la F.A. participera à la manifestation place Saint-Sever à 10 heures.

STRASBOURG: La liaison Bas-Rhin, le groupe de Strasbourg, et le groupe d'Alsace de la F.A., organisent avec la C.N.T. et le S.C.A.L.P. un cortège libertaire lors de la manifestation à 10 heures, place de la Bourse.

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
supplément au n° 1162

GRATUIT

Elections européennes La guerre balaie les élections!

JUSQU'AU 24 MARS DERNIER LES élections européennes se présentaient comme une affaire franco-française bien peinarde. Chaque clan à gauche comme à droite comptait ses forces et espérait profiter de la faiblesse des autres pour modifier son classement à la bourse électorale au soir du 13 juin prochain.

La question européenne n'ayant jamais vraiment enthousiasmé les électeurs, les partis politiques pouvaient se payer le luxe de se présenter en ordre dispersé pour une sorte de sondage grandeur nature histoire de cadrer leurs stratégies municipale et présidentielle du début de XXI^e siècle.

Mais la guerre déclenchée par l'OTAN en plein cœur de l'Europe a radicalement changé la donne au point qu'on peut se demander si les élections européennes ont encore un sens dans un tel contexte.

Le modèle européen en échec en Serbie

En effet le premier enseignement des bombardements sur la Serbie est que l'Union Européenne (U.E.) a échoué à être un pôle d'attraction permettant l'intégration de cet ancien « pays socialiste » qu'est la Fédération Yougoslave. Depuis dix ans l'État fasciste de Serbie défie le modèle européen de développement sans qu'à aucun moment l'U.E. ait été en capacité de prendre la moindre initiative politique pour crever l'abcès.

Quelle que soit l'issue de cette guerre il restera que les États-Unis comme la Russie auront renforcé leur rôle pour tout ce qui concerne l'Europe centrale. Cela influera sur les processus économiques d'intégration soit dans l'Europe, soit dans la zone d'influence russe.

De plus, les États-Unis feront payer aux Européens le prix de leur intervention auquel il faudra ajouter les aides financières nécessaires à l'achat de la coopération de la Russie.

À chacun ses contradictions

Il est clair que tous les partis politiques ont compris que l'enjeu politique des prochaines élections se fera autour de la guerre contre l'État serbe, pas simplement à cause des positionnements pour ou contre l'intervention mais parce que l'intervention de l'OTAN pose la question suivante: l'Europe, ça sert à quoi? Il est remarquable que les plus farouches partisans de l'intervention

sont aussi les plus engagés dans la construction européenne qui est elle-même mise en échec dans la maîtrise du conflit. Les Verts, le P.S. et l'U.D.F. défendent des positions convergentes. Quand au R.P.R., très ambigu sur l'Europe, il est bien obligé de suivre Chirac en dépit des réticences de nombre d'entre eux, ce que la démission de Séguin a fini par révéler.

Leur chance à tous est d'être en phase avec une opinion publique fortement choquée, à juste titre, par la « purification ethnique » et qui de ce fait appuie l'intervention militaire pour faire cesser les massacres. Pour autant la population française ne se réjouit pas spécialement d'avoir recours à la guerre et se méfie des dérives qu'elle peut entraîner. C'est un peu le pari sur lequel mise les opposants à l'intervention ramant à contre courant de l'opinion.

cussions auraient pu faire reculer Milosevic dans sa volonté ultra nationaliste.

Nous nous devons de reconnaître, en tant que Fédération anarchiste que c'est sur ce point là que nous nous sommes fait « piégé ». Nous sommes coincés entre notre conscience de la nécessité de réagir immédiatement face à une entreprise d'élimination physique de masse des populations kosovar totalement désarmées (le fascisme on l'élimine ou on en crève) et notre lucidité sur les motivations stratégiques et politiques de l'intervention militaire de l'OTAN qui n'ont pas grand chose à voir avec les intérêts réels des populations. Sans doute n'avons-nous eu que peu de capacité à développer des réseaux dans cette partie de l'Europe et peu fait pour initier une campagne de solidarité et de mise en garde aux pouvoirs en place sur ce qui se tramait depuis

Dans ce supplément

Réduction du temps de travail
et 35 heures
Sécu et retraites
La lutte des sans-papiers
Violences sociales
Contre la Guerre au Kosovo

l'OTAN prépare activement, par médias interposés, et pour le moment elle y arrive parfaitement.

La guerre fait exploser la campagne européenne!

Ce qui est certain c'est que les forces d'intervention terrestres seront prêtes à intervenir juste au moment des élections européennes et que l'on sait qu'en général, les situations de fortes tensions internationales profitent largement au pouvoir en place et à ceux qui le soutiennent. Ce qui inquiète beaucoup les opposants à l'intervention qui risquent de voir leur côté de popularité électorale au plus bas à ce moment là.

Au bout du compte c'est une crise internationale qui va déterminer le vote des populations françaises (y compris pour les abstentions) alors que nombre de partis politiques espéraient grignoter des voix au P.S. en misant sur les contradictions d'une politique sociale qui s'affiche de gauche alors que les faits nous renvoient à une gestion économique libérale.

Pas besoin d'être grand clerc pour constater que tous les débats et critiques sur les 35 heures, les retraites, l'éducation, les révoltes urbaines, les licenciements, la précarité, etc. tout est submergé par le flot interrompu des images de détresse humaine nous parvenant du Kosovo.

Peut-on encore parler politique dans de telles conditions? Quel niveau de dramatisation atteindrons-nous en cas d'attaque terrestre?

L'ambition de l'U.E. est d'être calife à la place du calife!

Il n'empêche, les partisans de l'intervention sentent bien que cela met à jour les contradictions de U.E. et

qu'ils leur faut intervenir au niveau de leur projet politique européen. Aussi commence-t-il à avancer l'idée de la nécessité de pousser plus en avant la construction européenne, avec des lieux de décisions plus cohérents et la mise en place d'une véritable armée européenne, etc. L'idée que ce soit une force européenne agissant au nom de l'ONU qui soit chargée d'assurer la sécurité du retour des Kosovars une fois Milosevic soumis est répétée avec insistance et présentée comme un pas en avant.

En fait ils aspirent à devenir l'entité politique qui aura le pouvoir d'envoyer les bombes à la place des américains. Une telle ambition est ou ne peut plus lamentable!

En tout état de cause et une fois de plus il semble bien que les grands organisateurs de l'Europe essaient de mettre à profit cette guerre pour avancer leurs pions et bousculer les résistances conservatrices à l'émergence d'une Europe politique.

Peut-être qu'un monument aux morts européens tombés pour la défense de la démocratie au Kosovo serait un bon moyen pour créer une première prise de conscience de l'identité nationale européenne.

Les nations se construisent toujours sur le sang d'un certain nombre de sacrifiés n'est ce pas? Mais c'est toujours le peuple qui est au bout du fusil!

Ceux et celles qui nous gouvernent essaieront de tirer avantage de la guerre sur un plan politique.

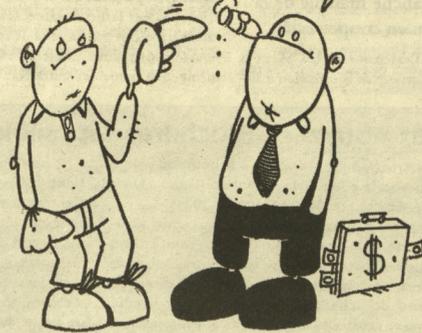
Cette guerre modifiera peut-être l'état des rapports de force dans la société française, mais ce qui est sûr c'est que les élections européennes n'auront aucun pouvoir de décider quoi que ce soit.

À quoi ça sert d'aller voter?
Bernard. - groupe Déjacque
(Lyon)

A' QUOI SERVENT LES EUROPÉENNES

A' CUMULER
UN MANDAT
DE PLUS!

HA NON, MOI J'É
CUMULE LES
IMMUNITÉS
PARLEMENTAIRES!



On y retrouve toute la mouvance communiste et l'extrême gauche au grand complet. Pour eux il s'agit de mettre à l'index les ambitions politiques de l'OTAN et le fait que le déclenchement des frappes ait accéléré le processus de déportation des populations du Kosovo.

L'analyse n'est pas fautive mais reste l'ambiguïté du fait qu'on ne voit pas quels types de pressions ou de dis-

jà trop longtemps. Le drame de la Bosnie n'a pas suffisamment aiguisé notre attention.

Mais c'est sans doute l'intervention terrestre, de plus en plus probable, qui fera pencher la société française d'une manière définitive dans l'un ou l'autre camp. Tout dépendra peut-être de la brutalité des affrontements. C'est cette bataille-là, la justification de la guerre terrestre, que

Réduction du temps de travail et loi Aubry Un rêve de patron

LE PROCESSUS D'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL NE DATE pas de la loi Aubry, loin s'en faut. Il a commencé voilà plusieurs années. En 1993, la loi quinquennale de Michel Giraud introduisait l'annualisation du temps de travail. Puis il y a eu la loi de Robien (du 11 juin 1996) qui prônait l'aménagement du temps de travail, de manière flexible, avec aides de l'État. On pouvait déjà noter en février 1998, que 40% des accords Robien prévoyaient un gel des salaires.

La Loi Aubry s'est inscrite dans la même philosophie... en allant cette fois-ci jusqu'au bout de la logique du « partage du travail »...

Une seconde loi doit être votée, à l'automne 1999, en s'appuyant sur les négociations actuelles afin de préciser le cadre légal de l'application des 35 heures, en particulier pour le régime des heures supplémentaires, la fixation du (ou des) SMIC et les temps partiels.

Une loi faite pour détruire les acquis

D'entrée de jeu, la loi Aubry veut préserver tous les intérêts patronaux, voire aller au-delà. C'est la magie de ce que la ministre appelle les accords « gagnants-gagnants » (tout le monde y gagne, patrons et ouvriers!).

En annualisant (donc en économisant le paiement des heures sup); en supprimant des temps de pauses; en percevant de généreuses aides de l'État; en utilisant les travailleurs à temps partiels comme variable d'ajustement; en organisant les 3x8 là où cela ne se faisait pas encore; en exigeant des plages d'ouverture plus longues dans les services (travail le dimanche); en imposant des plans « qualité » et en exerçant ainsi une pression toujours plus grande sur les salariés, le patronat peut, sur les judicieux conseils du gouvernement, augmenter considérablement ses marges bénéficiaires!

Et puis surtout, les « 35 heures » sont l'occasion de remettre les compteurs à zéro en ce qui concerne les conventions collectives en annulant des années de luttes ouvrières pour l'obtention de ces (maigres) garanties. En effet, les conventions actuelles avaient été négociées, au fil des ans et en fonction d'un rapport de force qui était beaucoup moins défavorable qu'aujourd'hui, pour les salariés.

Des objectifs à plus long terme

Dans la plupart des conventions signées jusqu'à aujourd'hui, ce sont les salaires minimaux qui, dans le meilleur des cas, sont maintenus. Mais, même lorsque le gel des salaires n'est pas spécifié, les accords excluent de fait toute augmentation de salaires dans l'instant et pour les années à venir! C'est donc de toute façon un blocage général des salaires qui est organisé. Cette loi contribue aussi à la casse du service public, en cherchant à renforcer l'antagonisme entre les salariés du privé et les fonctionnaires ou assimilés (puisque le texte exclu dès le départ les salariés du public, qui font l'objet de négociations « spécifiques »!). Dernièrement, le rapport Roché a constitué une véritable provocation en jetant l'opprobre sur tous ces « fainéants » de fonctionnaires...

Mais la loi Aubry s'intègre dans un processus encore plus inquiétant: c'est à une véritable refonte du salariat qu'aspire les organisations patronales, MEDEF en tête. C'est au contrat d'embauche que la bourgeoisie entend s'attaquer. Première étape: le temps de travail ne va plus constituer une clause substantielle du contrat. En d'autres termes, le salarié ne pourra plus refuser des modifications (à la baisse ou à la hausse) de son temps de travail, sous peine d'être licencié. Le discours patronal sur la question à la mesure de la clarté: l'unité horaire ne doit plus être un facteur de mesure du travail effectué!

La seconde étape risque bien d'être la suppression pure et simple du Contrat à durée indéterminée.

Du travail à « l'activité »?

Jugé désuet par l'ensemble des organisations et clubs de réflexion patronaux, le CDI est devenu l'objectif à abattre. Pour cela, la classe dominante à trouver un argument étonnant: c'est le concept même de travail qui doit être remis en cause au profit de la notion « d'activité ». La bourgeoisie peut ainsi compter sur l'appui de pseudo intellectuels socio-démocrates, qui voient dans cette future réforme du salariat une suite historique de leurs anciennes critiques à l'égard de la « valeur travail »...

Le rapport pondu par Jean Boissonat en 1995 est un bon exemple de projet-type.

Le rapport préconise de créer une « nouvelle catégorie juridique ». Le contrat d'activité ne serait plus signé entre un salarié et un employeur mais entre une personne et une pluralité d'employeurs (entreprises, associations, organismes de formation). Il serait conclu pour une durée minimale d'au moins cinq ans durant laquelle pourraient se succéder des contrats de travail, des périodes de formation, un statut d'indépendant ou des « congés d'utilité économique et sociale »...

Au bout du compte, nous serions tous appelés à devenir des « prestataires de services », des sous-traitants, indépendants et bien sûr sans aucune garantie, sans protection sociale. Nous irions nous louer d'employeur en employeur, au gré des missions et notre revenu (car il n'y aurait plus de salaires) serait la pure matérialisation de notre compétitivité, par définition toujours insuffisante! Un nouveau rêve de patron et un futur cauchemar pour la classe ouvrière?

Jédlif. - groupe Kronstadt (Lyon)

Notre protection sociale vaut bien une grève générale!

LE RAPPORT CHARPIN QUI propose de faire travailler tout le monde quarante-deux ans et demi pour obtenir une retraite à taux plein (c'est-à-dire 50% du salaire de référence de la sécu pris sur les 25 meilleures années) a sonné comme une provocation.

Alors que les richesses continuent de croître à un rythme non négligeable, alors que les employeurs refusent d'embaucher et se débarrassent de leurs salariés de plus de 50 ans (de plus en plus d'ailleurs écartent les candidatures des plus de 35 ans!), alors que les inégalités ne cessent de se creuser, le gouvernement de la gauche plurielle donne un nouveau coup de couteau dans le dos des salariés, des chômeurs, des retraités...

L'offensive des assurances et des fonds de pension

Nous le dénonçons depuis des années, nous l'avons scandé en 1995, nous continuons à l'affirmer aujourd'hui: le trou de la sécu, comme le « problème démographique » à venir, ne sont que des prétextes, des alibis pour, en réalité, mobiliser des capitaux, via la capitalisation. Aux Etats-Unis par exemple, la moitié des placements boursiers proviennent des fonds de pension.

Pour instaurer ces fonds de pension, la bourgeoisie a cependant un problème: les salariés n'ont pas les moyens d'alimenter ces fonds tout en continuant de cotiser pour les régimes par répartition! Les fonds de pension ne peuvent donc venir en complément, répartition et capitalisation sont deux systèmes qui s'excluent l'un l'autre.

La solution est alors toute trouvée: les régimes par répartition doivent disparaître et le plus rapidement possible. Et pour justifier le démantèlement du régime général de la Sécurité sociale,

rien de plus facile que de médiatiser des prévisions catastrophistes.

Des rapports truqués

L'argument du vieillissement de la population, pour abattre les régimes par répartition est pourtant facilement contestable. D'abord, l'amélioration de la productivité est étrangement sous-estimée (en effet, un salarié en 2010, 2020... produira beaucoup plus qu'un salarié en 1999), tout comme est sous-estimée « l'économie » que pourra représenter la baisse du nombre de jeunes. Ensuite, le chômage est pris comme une donnée invariable, fatale (un chômage « d'équilibre » estimé à 9% de la population active!). D'ailleurs, histoire d'en rajouter, nos technocrates-devins auraient pu intégrer dans leurs calculs de nouvelle mesure prévisionnelles d'exonération de charges pour les employeurs... À ce rythme et selon ces méthodes on peut s'en aucun problème multiplier par deux, trois ou quatre le déficit prévisible des comptes sociaux!

D'autres calculs simples peuvent en quelques minutes invalider ces prévisions qui n'ont rien de scientifiques. Si l'on raisonne sur une croissance de la productivité de 2% par an, cela représente, en 2040, un gain de 220% par rapport à aujourd'hui. Autrement dit; on pourrait fort bien, en 2040, travailler moins - 20 à 25 heures -, gagner plus, salariés comme retraités, sans modifier le mode de collecte, par répartition, des retraites!

Si l'on raisonne sur une nouvelle répartition égalitaire des richesses et dans la perspective d'une révolution sociale, alors tout - ou presque - devient possible.

Cette offensive en faveur des fonds de pension ne concerne pas que les retraités

mais également la branche maladie de la sécu, donc l'hôpital public et l'ensemble des régimes mutualistes de prévoyances et de maintien du revenu. Le groupe AXA continue de faire pression sur le gouvernement pour être chargé, « à titre expérimental » de la gestion de la couverture maladie d'une population à l'échelle d'un département. Pour les assurances privées, la mise en place de la CMU (couverture maladie universelle) constitue parallèlement une clé d'entrée majeure dans le système de la protection sociale, en mettant fin au « monopole » de la Sécu.

La branche maladie de la sécu en coupe réglée

Enfin, l'extension de la CSG et la quasi suppression de la cotisation mala-

die de S.S. a fini de préparer l'enterrement du régime général en permettant à l'Etat de « débrancher le malade » à tout moment.

Le plan d'économie de 62 milliards de francs préconisé par les gestionnaires majoritairement Cfdtistes de la CNAM veut ainsi réduire une fois de plus le budget des hôpitaux. Ce plan instaure aussi une dangereuse distinction entre les patients « vertueux » et les mauvais assurés: les « bons » patients ayant recours à un « réseau de soins » (qui peut se résumer par la formule: une visite remboursée mais pas deux) pourront être mieux remboursés. De même, les mauvais patients, qui ne présenteraient pas leur carnet de santé, se verraient pénalisés par un taux de remboursement réduit. L'objectif est le même que pour les retraites: les

banques et assurances veulent capitaliser l'ensemble des flux monétaires correspondant à la couverture des risques de santé.

À terme, ils veulent que la couverture du risque maladie soit assuré par les fruits d'une épargne...

Aujourd'hui, il est urgent de peser l'enjeu que représente la défense de notre protection sociale, que ce soit pour le risque maladie, pour la retraite, pour les aides familiales ou pour l'assurance chômage.

Pour la bourgeoisie, ce sont plus de 2 200 milliards qui se trouvent sur la table, 2 200 milliards qu'elle entend bien ramasser entièrement. C'est donc maintenant qu'il faut agir, se remobiliser, avant qu'il ne soit définitivement trop tard.

Jédlif. - groupe Kronstadt

Deux nouvelles Brochures disponibles à partir du 15 mai

La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste. Groupe Lucia Saornil - Éditions du Monde libertaire - 20 F

Surprenant, quand même cette construction européenne, dont on nous parle qu'une fois tous les cinq ans et qui, pourtant, a d'aussi grandes conséquences sur notre vie quotidienne. De directive en directive, d'accord de Schengen en traité de Maastricht, l'Europe se construit sous nos yeux et pourtant hors de notre regard. Bien qu'elle ait des implications croissantes sur nos conditions de vie et de travail, pour l'individu lambda elle reste malgré tout une notion pour le moins floue.

Qu'est-ce que la construction européenne? Par qui est-elle menée? Pourquoi, comment et à qui profite-t-elle? Quelle lutte développer dans ce nouveau contexte? Cette brochure ne prétend évidemment pas répondre à toutes les questions. Nous espérons toutefois qu'elle y contribuera à sa manière. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes fleuves, non?

diponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 75011 (+10% pour le port)

Agir au lieu d'élire. Les anarchistes et les élections. Éditions du Monde libertaire - 20 F

Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections.

Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et égalitairement. Qu'ils ne cessent de clamer sur tous les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandat permanent précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la « démocratie » bourgeoise.

Les sans-papiers... Trois ans après...

L'ÉTRANGER S'EST DE TOUS temps heurté aux lois d'exclusion. Dès 1945, une ordonnance à caractère « colonial » permit à la France de gérer le flux de l'immigration sur son sol, sous haute surveillance policière. En 1974, c'est la fermeture des frontières, dans une conjoncture de crise économique, qui justifia le blocage de « toutes les nouvelles arrivées » d'immigrants.

De 1979 à 1981, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux firent les frais de la loi « Sécurité et liberté » de Peyrefitte.

La gauche au pouvoir à partir de 1981 va s'aligner très rapidement sur la droite. La création de nombreux centres de rétention et, en 1983, la limitation du regroupement familial marqueront en la matière les limites de la social-démocratie – socialistes, communistes et Radicaux de gauche confondus – confrontée à la gestion « réaliste » de l'État et du système capitaliste.

Le « seuil de tolérance » méditerranéen, le bulldozer « communiste » employé contre un foyer d'immigrés dans la région parisienne, les charters de Pasqua, puis ceux de Cresson, « toute la misère du monde... » de Rocard, « le bruit et l'odeur » de Chirac et... la montée en puissance du vote lepéniste dans un contexte de xénophobie ambiante vont rythmer le quotidien des immigrés jusqu'en 1990-1991, date à laquelle la liquidation du droit d'asile deviendra effective.

En 1993, la Loi Pasqua de sinistre mémoire insistera entre autres choses sur la notion « d'entrée régulière » et en fera une condition absolue de la régularisation. Les « convocations » vont devenir alors la règle... Par ailleurs, cette loi va limiter le regroupement familial et permettre le non-renouvellement de la carte de résidence.

En 1996, la loi Debré va très nettement renforcer le pouvoir des préfets dans tous les domaines et notamment pour tout ce qui touche à l'octroi des cartes de résidents. Cette loi, souvent-nous en renforcera les pouvoirs de police pour les mises et les maintiens en centres de rétention.

1996, un tournant

L'occupation, à partir du 18 mars 1996, de l'église Saint-Ambroise par quelques centaines de sans-papiers, va initier une nouvelle période de la lutte à partir d'une indiscutable dimension d'autonomie. Elle suit en cela le mouvement des grèves de décembre 1995, lequel s'est cherché une issue « sociale » aux antipodes du recours habituel aux solutions partiales et/ou politiciennes. Dans ce contexte, la répression policière est impitoyable. Le mouvement n'en reste pas moins déterminé et, dès cette époque, rejette « le cas par cas » pour se fixer un objectif global, la régularisation des sans-papiers en même temps. Fin juin avec l'occupation de l'église Saint-Bernard et les premiers grèves de la faim, le mouvement montre qu'il est prêt à s'installer

dans la durée. Malgré les charters, le gouvernement ne parviendra pas à éradiquer l'idée que les sans-papiers se font maintenant de leurs droits.

Après l'évacuation, de l'église Saint-Bernard, les leaders de la gauche dénonceront péle-mêle les lois Pasqua et Debré, comme autant de lois scélérates.

Le débat entre un engagement de type humanitaire et un engagement politique va commencer à traverser la gauche. La montée en puissance de la « gauche morale » et intellectuelle va relancer la lutte contre la loi Debré avec l'appel à la « désobéissance civique ». Cette mobilisa-



tion aidera quelques temps plus tard au succès de la gauche aux législatives de 1997.

Le dynamisme de la gauche plurielle a suscité, un temps, un immense espoir dans le camp des sans-papiers. Réflexe identique, par ses ressorts, à l'espoir suscité en mai 1981...

Pourtant, dès le 24 juin 1997, avec la publication de la circulaire Chevènement, la question des laissés pour compte est posée!

Le temps des promesses électorales et des prises de position de la gauche, « dans l'opposition », est maintenant révolu. La gauche plurielle met en œuvre une gestion de l'immigration qui reprend à son compte une partie des lois Pasqua et Debré jadis honnies.

Refus du « cas par cas »

Depuis lors la lutte des sans-papiers a repris à son compte une forme « nouvelle » de la lutte sociale qui consiste à occuper physiquement et symboliquement un lieu afin d'en faire des espaces de débats et de mise en œuvre collective. Mobilisation constante et représentation autonome des sans-papiers s'en sont trouvées renforcées. Le discours humanitaire a laissé place à un discours politique plus radical.

Par ailleurs le refus du « cas par cas » qui s'est signalé dès mars 1996 a permis aux sans-papiers de rejeter la négociation parcellaire envisagée par certaines associations de solidarité totalement ancrées dans des stratégies de type légaliste.

L'auto-organisation du mouvement signale la volonté fermement affichée des sans-papiers d'être constam-

ment à l'initiative de leur lutte. La dimension multi-ethnique du mouvement l'éloigne de préoccupations « nationales »...

Pour finir, la durée de cette lutte, trois années aujourd'hui, témoigne d'une maturation du mouvement lui-même et de l'intention des acteurs de dépasser la simple démanigaison discursive entrevue trop souvent en périodes électorales.

Un des enjeux actuels de la lutte, dans le cadre de l'échéance des européennes, réside dans le risque qu'elle court d'être attirée, une fois encore, une fois de plus, dans les rets de l'illusion politicienne et électoraliste.

Les tenants de la gauche plurielle, les Verts et les communistes, tentent d'instrumentaliser les sans-papiers en faisant de la surenchère vis-à-vis du ministre de l'Intérieur. Mais alors, faut-il leur rappeler que leurs positions n'ont témoigné jusqu'ici, rien moins qu'un alignement indéfectible sur la politique mise en œuvre par le gouvernement, de manière « solidaire »...

La LCR et à un degré moindre LO (peu présente dans la lutte) montrent une fois de plus les limites de l'engagement trotskiste tout entier empêtré dans la des stratégies « partitisanes » qui tendent à réhabiliter constamment le terrain miné de la politique politicienne. La gauche de la gauche campe encore et toujours, sur un seul terrain d'investigation... Elle renforce, ce faisant, le champ du légalisme bourgeois et du parlementarisme réformiste.

Fédérer les luttes !

La lutte des sans-papiers est toujours à la recherche de convergences avec le mouvement social, avec les autres Sans. Elle a su préserver jusqu'ici sa capacité à décider en toute autonomie.

La solidarité que le mouvement a su créer doit se renforcer à partir des décisions émanant des acteurs eux-mêmes : les sans-papiers.

La revendication de la régularisation massive des 63 000 sans-papiers doit seule permettre d'éviter les divisions suscitées par la politique dite « réaliste » du règlement au cas par cas.

La manifestation européenne du 27 mars, même si elle a regroupé une dizaine de milliers de personnes, a montré la volonté du gouvernement de ne pas céder sur la question. Celui-ci a été relayé par des médias muets et passablement aux ordres... Des raisons nous incitent pourtant à ranger cette manifestation dans le camp des réussites.

Dix mille personnes présentes après trois années de lutte, c'est loin d'être négligeable. Les sans-papiers de toutes nationalités étaient très présents dans le cortège et lui donnaient un contenu revendicatif indiscutable.

Près du tiers des manifestants défilaient dans le cortège libertaire montrant ainsi la réelle détermination de maintenir le mouvement des sans-papiers loin des sirènes trompeuses de l'électoralisme.

Edward. – groupe Puig Antich (Perpignan)

Signalons que suite à la manifestation européenne pour les sans-papiers le 27 mars dernier à Paris, le collectif des sans-papiers de Perpignan a adressé un message de salutations et de remerciement à la Fédération anarchiste pour le soutien et l'accueil déployé lors de cette journée.

Banlieues : y a mieux à faire que de brûler des bagnoles

LA MISERE ET LA PRECARITE INSTALLÉES PAR le business capitaliste (faire du fric rapide) créent des situations dramatiques pour des millions de familles, et parfois depuis plusieurs générations.

Rappelons pour mémoire quelques chiffres :
- un million de Rmistes et dix millions de personnes qui y ont goûté depuis 1989 ;
- plus de trois millions de chômeurs et chômeuses déclarés.

Combien de non déclarés ?
- plus de 500 000 personnes en intérim cette année. Parait que ça augmente encore. Combien de personnes en CDD ? Combien de personnes à temps partiel ?

Au total nous sommes 7 millions dans la galère quotidienne! Sans compter les ambiances pourries dans les ateliers et bureaux dues à des conditions de travail de plus en plus mauvaises (boire un café avec un collègue devient un délit).

Ajoutons aussi les licenciements en cours que les négociations entre patrons et syndicalistes ne stopperont pas.

Et pour toutes celles et ceux d'entre nous qui n'avons pas la peau blanche et sommes de parents étrangers, il y a le racisme en prime, à l'embauche, au logement et dans la rue.

Nous avons appris que certains chefs, à Ikea et à Intermarché, se passaient la consigne « pas de couleur chez nous ». Racisme à l'embauche quand nous sommes originaires d'Afrique du Nord, que nous avons le teint mat, les cheveux frisés.

Cette insécurité de tous les jours (survivre au jour le jour) a été programmée pour nous faire taire car nous devons bouffer et nous loger comme tous le monde.

C'est comme ça qu'ils nous tiennent par le chantage quotidien : « si t'est pas content, y en a plein qui attendent derrière toi! ».

Cela fait un moment qu'ils nous mentent tous avec leur projet de « baisse du chômage ». Nous avons eu droit à toutes les saucées mais aucune n'est bonne.

Oui, il y a de quoi se révolter! Mais voler des gens aussi pauvres que nous, cogner des travailleurs qui sont nos frères ou nos parents, casser du matériel qui nous sert... tout ça nous fait du tort et, en plus ça ne fait qu'arranger ceux qui nous gouvernent.

Une vraie révolte c'est, en s'organisant, en se regroupant, en réfléchissant, sortir des ghettos où les gens du pouvoir veulent que nous restions.

Pour qu'on nous entende vraiment, il faut aller foutre le souk la où ça dérange. Par exemple :

- débouler dans les boîtes qui font du fric et qui exploitent et violent les gens.
- débarquer chez les huissiers qui expulsent et endettent les plus pauvres ;
- protester dans les régies immobilières qui s'engraissent avec nos loyers, impossible à payer ;
- manifester dans les locaux des patrons des compagnies de transport pour réclamer le transport gratuit et faire annuler les amendes (ça s'est fait récemment) ;
- foutre notre nez dans les affaires de la ville qui nous concernent.
- crier contre le racisme devant Ikea et d'autres patrons racistes, comme certaines boîtes d'intérim qui recrutent seulement des « BBR » (bleu-blanc-rouge)...

Et plein d'autres actions qui seraient autre chose que simplement cramer des bagnoles.

Face à ces révoltes possibles, les politiciens proposent tous la même solution : répression et flicage partout, suppression des revenus sociaux (RMI, allocations familiales...) pour les parents, créer des prisons en pagaille, ouvrir des centres de « rééducation ou de réadaptation » pour les éléments jugés plus durs voire – cela a été dit – « incurables ». Ces décisions, qui verront le jour bientôt sont, pour nous les anarchistes, intolérables, totalement inefficaces, et cachent d'autres projets. Car partout on nous dit qu'une seule et même chose : payer plus de flics, plus de gardiens et de contrôleurs de toutes sortes!

Les patrons et le pouvoir s'arment de flics car ils ont peur d'une seule chose, c'est que la révolte devienne générale, explosive et dirigée contre eux!

Et cela peut devenir une révolution sociale si, avec ou sans boulot, nous nous y mettons tous pour bâtir une autre société débarrassée des patrons, de l'État et donnant l'égalité économique et sociale à tous.

groupe Dejacque

Kosovo: jusqu'où ?

LA GUERRE A MAINTENANT PLUS d'un mois. Personne ne connaît son terme, surtout pas ceux qui l'on déclenché. L'intervention de troupes au sol de l'OTAN apparaît de plus en plus comme inéluctable mais il reste à savoir quand et surtout comment elle aura lieu : « corridor humanitaire » qui signifierait la partition de fait du Kosovo, ou conquête pure et simple ? La question des déportés kosovars n'est pas prête en tout cas d'être réglée et leur supplice intolérable va continuer à émouvoir nos consciences occidentales. Bref le « borbier balkanique » si redouté se met en place, semble-t-il inexorablement. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la guerre a aussi dix ans, si on accepte de remonter au début des violences nationalistes destinées à construire par le fer et par le sang une Grande Serbie. Dix ans de peur et de souffrance pour les Albanais du Kosovo. Alors que croire, que faire aujourd'hui face à une situation qui n'offre plus aucune bonne solution mais devant laquelle l'indifférence est inacceptable ? D'abord nous avons le devoir de comprendre, de nous frayer un chemin dans le maquis de la sur-information qui n'est souvent que de la désinformation. Les choses ne sont peut-être pas si compliquées. Les agresseurs sont clairement identifiés, les nationalistes serbes; les victimes sont les Albanais du Kosovo. Nous ne pouvons être que du côté des victimes, et ce serait une faute, je crois, de renvoyer dos à dos les bellicérants, sous prétexte qu'ils revendiquent chacun un nationalisme. Concrètement cela veut dire soutenir l'UCK, c'est-à-dire les Kosovars le font, en se gardant le droit de dénoncer toute dérive ultérieure. Si nous étions Albanais nous serions certainement aujourd'hui au côté de l'UCK, sans illusion politique probablement, mais par nécessité. Par

contre, si nous étions Serbes nous ne serions sûrement pas derrière Milosevic. En même temps, il faut affirmer avec force que toutes les victimes ne sont pas albanaises. Ceux qui, parmi la population serbe, combattent le pouvoir en place, meurent ou vivent dans la peur des bombes de l'OTAN, ont aussi notre soutien. Définitivement il faut comprendre qu'il n'y a pas les bons et les méchants mais bien des agresseurs et des agressés, et c'est assez.

La Serbie, jouet des Grands ?

Dans un cadre qui dépasse largement les Balkans, le conflit yougoslave a servi de révélateur de l'état des forces en présence au sortir de la guerre froide. Après l'effondrement de l'URSS, il a permis à chacune des puissances de trouver ses marques en Europe. Les Russes n'accordent pas une grande place à cette guerre. La prétendue « fraternité slave » n'abuse pas grand monde et aucun des coups de gueule venus de Moscou n'a changé le cours des choses. Mais la guerre permet au pouvoir russe de remettre à l'ordre du jour la menace venue de l'Occident et de retarder l'élargissement de l'OTAN. Eltsine dénonce le bombardement sur la Serbie, comme il dénonçait déjà les bombardements sur Pale (capitale des Serbes de Bosnie), mais sans chercher véritablement à les empêcher. Cette attitude compréhensive lui a permis hier d'avoir les mains libres en Tchétchénie et évite aujourd'hui que le flux des capitaux occidentaux ne se tarisse. Les États-Unis, quant à eux, se sont appliqués à prouver aux dirigeants européens leur dépendance vis-à-vis de l'Amérique et de l'OTAN. Ils se veulent la nation indispensable, celle à qui rien de ce qui se fait dans le monde n'échappe. Ils entendent bien le rappeler à leurs

alliés, mais néanmoins concurrents, aussi souvent qu'ils le jugerons utile. Quatre critères définissent aujourd'hui la superpuissance: la force militaire, l'innovation technologique, le développement économique, l'influence culturelle. Les États-Unis seuls les réunissent. Mais l'hégémonie coûte cher et conduit à saper les fondements d'un consensus social déjà fragile puisque les forces militaires recrutent dans les catégories les plus pauvres de la population américaine et les moins ouvertes aux questions internationales. Les dirigeants américains sont ainsi confrontés à des logiques contradictoires qui expliquent les méandres et souvent les déboires, de leur politique internationale. Enfin l'Europe utilise la guerre sur son continent pour tester la cohésion de son union sur le plan externe et en particulier pour déplorer l'indigence de sa politique étrangère et militaire commune. Dans tous les cas de figure, on est bien loin de la seule indignation humanitaire qui remplit les médias.

Les véritables ennemis des Serbes et des Albanais

C'est le nationalisme et d'abord ses militants extrémistes qui sont les véritables ennemis du peuple serbe. Milosevic a entraîné son pays dans trois guerres, en Croatie, en Bosnie et au Kosovo. Il utilise la surenchère nationaliste pour maintenir son pouvoir et n'a pas hésité à intégrer dans son gouvernement les bourreaux, chefs des troupes paramilitaires qui sèment la terreur depuis dix ans dans les minorités de l'ex-Yougoslavie. Milosevic a provoqué la guerre au Kosovo en y pratiquant depuis 1992 une politique de serbisation forcée et de violences policières. L'ensemble de ces mesures a engendré une psychose parmi les Albanais du Kosovo. L'échec de la stratégie de désobéissance civile adoptée par la Ligue démocratique du Kosovo, le parti d'Ibrahim Rugova, à conduit les Albanais à choisir la voie de la lutte armée et le soutient (aujourd'hui quasi-unanime) à l'UCK.

Les faits ont constamment conforté la conviction des kosovars que les autorités serbes voulaient pratiquer une politique de « purification ethnique », d'ailleurs théorisée par des intellectuels de l'Académie des arts et des sciences de Belgrade dans un mémorandum de 1986. Le principal théoricien serbe du nettoyage ethnique, Vasa Cubrilovic (mort en 1992) est l'auteur d'un mémoire intitulé « L'expulsion des Albanais » rédigé en 1937 (!). Il y parlait du principe que la natalité albanaise risquait de remettre en question « le peu de succès obtenu depuis 1918 dans le

domaine de la colonisation » et proposait une série de mesures afin de chasser la population albanaise. Comme d'habitude c'est donc la peur qui alimente la haine nationaliste. Peur de la menace venue du Sud que symbolisent les Albanais mais aussi les Turcs et les Bulgares. La situation n'est pas nouvelle et on peut même dire que la perception d'une menace

subi des tentatives d'extermination et vivant constamment sur la défensive. Les exactions israéliennes contre les Palestiniens, avec la bienveillante neutralité des États-Unis, deviennent ainsi la caution du pouvoir de Milosevic. Paradoxe des errements de la politique américaine.

Alors demain, quelle sortie de guerre ? Seule l'indépendance peut



venue du Sud est aussi vieille que la présence des Slaves dans les Balkans. Aujourd'hui ce sont les visées supposées de l'Albanie sur le Kosovo, les manifestations de solidarité entre musulmans (largement exagérées par la propagande Serbe), la fécondité élevée des femmes kosovar, qui permettent aux Serbes d'agiter le drapeau d'un nouveau péril turc. Cette menace se double de l'idée d'un vaste complot international visant leur pays. Dans leur majorité, intoxiqués par la propagande, les Serbes pensent que l'Occident mené par l'Allemagne, les États-Unis et le Vatican, seraient ligüés contre eux, leur faisant subir des sanctions (et depuis peu des bombardements) injustifiés. L'histoire, prise à témoin, doit montrer qu'ils sont un peuple martyr, en position de défense perpétuelle face à des agresseurs multiples. Depuis quelques années des associations serbo-juives ont été créées dans le but de comparer les Serbes au peuple juif (dans un pays ou l'antisémitisme progresse!) présenté comme rejeté par tous, ayant

maintenant être acceptée par les Kosovars. Or aucun État de l'OTAN ne soutient cette revendication. Mais tout le monde sait que les solutions bancales de type « accords de Rambouillet », dans le cadre d'une fédération yougoslave, n'ont plus de sens. Et il est improbable que les Serbes cèdent.

Restent deux scénarios. Dans le premier l'Occident, par l'intermédiaire de l'ONU et probablement avec l'aide des Russes, réalise des enclaves humanitaires, sortes de réserves à Kosovars sous mandat international. Des modèles de cette mauvaise solution existent: Israël et la Palestine ou Chypre. Dans le second, la guerre se prolonge par des combats terrestres de grande échelle, soit que Milosevic ait réussi à étendre le conflit aux États limitrophes, soit que les Américains le décident dans l'espoir d'en finir avec les Serbes. Définitivement, il va falloir accepter qu'il ne reste plus que de mauvaises solutions.

Franck Gombaud - groupe Sabate (Rennes)

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

A partir du 6 mai et jusqu'à fin juin
Chaque semaine dans
Le Monde libertaire
un dossier sur les élections
et la construction européenne